



La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France

Rapport adopté à l'Assemblée générale de Lingolsheim (67), le 23 et le 24 mai 2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

> **Bâtisseurs de
cohésion sociale**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Sommaire

• Introduction	4
• Projet de Réseau 2024-2032	6
• Campagne de mobilisation	10
• Campagne citoyenne	12
1. Pôle communication, influence & partenariat	14
• Renouvellement des démarches de stratégie influence et communication réseau.....	15
• Lancement d'une démarche avec les Départements.....	15
• Travail autour des lettres circulaires.....	25
• Une formation sur la communication pour les centres sociaux.....	25
• Partenariats et alliances.....	18
• Ressources produites en 2024.....	22
2. Pôle projets	24
• Le colloque familles & vacances.....	25
• Une année riche pour le chantier transformation écologique, solidaire et citoyenne.....	25
• Un mouvement fédérateur pour le droit à l'alimentation.....	26
• Des mobilités en Allemagne, Danemark et Belgique autour de la transition écologique et du pouvoir d'agir des habitant·es.....	26
• Une ambition commune pour la jeunesse.....	28
• Une année d'engagement sur l'inclusion numérique.....	27
• « Discriminations & dominations : Agir au quotidien pour une société plus juste » : un colloque ressource.....	28
• Un partenariat stratégique avec la CCMSA.....	28
• Aller vers : outiller, former, structurer.....	29
• Créer, structurer la mission vieillissement des centres sociaux.....	29
• Une nouvelle dynamique pour la culture.....	29
3. Pôle réseau	32
• Accompagnement et animation du réseau.....	33
• Rencontre des assistant·es fédérales.....	33
• Développement du fédéralisme.....	34
• Fonds mutualisé.....	36
• Fonction ressources et ingénierie sur nos fondamentaux.....	36
• Qualification des actrices et acteurs du réseau.....	37
4. Pôle ressources internes	40
• Vie associative et statutaire.....	41
• Des instances actives.....	41
• Séminaire de rentrée équipe salarié·es et bénévoles.....	42
• Une vie RH dense.....	42
• Un CSE renouvelé.....	42
• Composition du conseil d'administration.....	43
• L'équipe salariée en 2024.....	44

Introduction Générale



Bâisseurs de cohésion sociale

Écrire un rapport d'activité est une belle occasion de faire une pause et de prendre du recul pour regarder l'année écoulée. Et quelle année, que 2024 ! Une année où se sont imbriqués crises et tensions, souffle et espoir, dans la société comme pour les centres sociaux.

Faire un retour sur 2024, c'est vivre avec toujours plus d'acuité les crises multiples qui semblent parfois nous submerger, qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, mais aussi démocratiques. C'est faire le constat d'une société où les inégalités augmentent, où les libertés reculent, où les services publics sont affaiblis voire disparaissent. Une société marquée par l'incertitude du lendemain, une société où l'on ne se sent pas écouté, une société marquée par la hausse des idées qui prônent le repli et le rejet de l'autre. C'est, pour les centres sociaux, et plus largement les acteurs associatifs, se trouver pris dans un contexte de recul des financements, de complexification dans la relation aux pouvoirs publics, de difficulté à exercer nos missions, etc.

Et pourtant, cette année encore a montré, depuis chaque centre social, fédération, union et jusqu'à la FCSF, que les centres sociaux restent une réponse précieuse à tous ces défis. Créateurs de liens, de solidarités, de transformation sociale, les centres sociaux sont des espaces uniques qui agissent avec les habitant·es pour les territoires et les personnes. Déterminés, les centres sociaux montrent la force et la pertinence d'une société qui mise sur le collectif, qui reconnaît chacune et renforce le droit pour plus d'égalité.

Cette détermination, cette vision de la société, ont été nourries en 2024 de l'action de la FCSF :

- Par l'ensemble des démarches engagées pour agir sur la situation des centres sociaux, avec une mobilisation impressionnante, visible et de premiers résultats qu'il ne faut pas négliger, même s'ils sont loin d'être à la hauteur des enjeux et que le combat n'est pas terminé ;

- Par le renforcement et le développement continu de notre réseau (augmentation du nombre d'adhérents, des dynamiques d'animation fédérales en métropole comme en outremer, etc) ;
- Par la campagne citoyenne de notre réseau pour promouvoir une société fondée sur le choix du commun et de l'égalité plutôt que le repli et le rejet de l'autre ;
- Par le vote et le lancement de notre projet de réseau « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste », qui porte une vision de société claire et qui remet notre rôle d'acteur de transformation sociale au cœur de nos actions ;
- Par notre capacité collective à expérimenter, tester, promouvoir de nouvelles approches et façons de faire pour répondre toujours mieux et de la manière la plus fine aux enjeux de notre société (aller-vers, alimentation, etc.)

L'ensemble des actions présentées, qu'elles touchent aux enjeux de développement du fédéralisme, de l'appui et l'animation du réseau, de l'accompagnement à la qualification des acteurs, d'influence et de communication, de renforcement de la FCSF, poursuivent toutes cette même ambition : soutenir, donner à voir et faire reconnaître le rôle des centres sociaux et leurs équipes dans chaque territoire, l'incarnation des valeurs de solidarité, dignité, démocratie, et notre capacité à bâtir ensemble un avenir plus juste.



PROJET DE RÉSEAU 2024-2032

**AVEC LES HABITANT-ES,
BÂTIR UNE SOCIÉTÉ
PLUS JUSTE**



© Amélie Heroux

Dix ans après l'adoption de son premier projet fédéral, la FCSF s'est dotée lors de son Assemblée générale en juin 2024 d'un projet de réseau intitulé « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste ». Il affirme nos ambitions politiques pour les dix prochaines années, à la fois pour notre réseau et pour la société, tout en définissant des actions concrètes sur lesquelles nous souhaitons faire alliance pour transformer la société de demain.

Ce projet de réseau se situe à l'articulation entre des velléités de changements de société et la capacité de nos organisations à être actrices de ces derniers.

Retour sur la genèse, la méthodologie et le contenu du projet de réseau : « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste ».

1 LA QUESTION SOCIALE ET LE DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR, AU CŒUR DU PREMIER PROJET FÉDÉRAL



En 2014, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France s'est dotée de son premier projet fédéral « La Fabrique des possibles ». Ce projet avait pour ambition principale d'accompagner les centres sociaux à développer le pouvoir d'agir des habitant·es pour agir sur leurs principales préoccupations (isolement, discriminations, santé, logement, etc).

Dix ans plus tard, la notion de « pouvoir d'agir des habitant·es » est connue et reconnue par le réseau. Elle a permis de se donner un élan collectif qui, au-delà d'une boussole politique a été vectrice de transformation : des professionnel·les et bénévoles ont été formés, des collectifs d'habitant·es se sont constitués, des initiatives pour transformer la société ont émergé.

Mais nous avons aussi pris parfois le risque d'aller trop vite, de ne pas embarquer tout le réseau et le « DPA » a pu devenir une « méthode », sans suffisamment réfléchir aux buts recherchés.

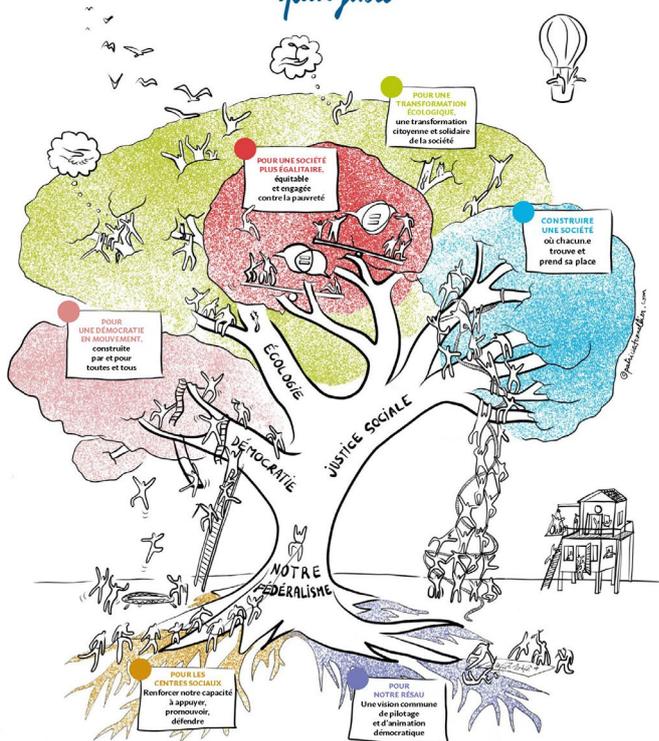
Pendant ces dix années, nous avons mené des chantiers et porté des actions et des revendications, notamment sur les enjeux écologiques, les problématiques des quartiers populaires et des territoires ruraux, la thématique de la petite enfance, de la jeunesse, du vieillissement, etc. À la fin de ce premier projet, nous avons pris le temps d'aller à la rencontre des habitant·es à travers les 300 banquets citoyens organisés par les centres sociaux à l'été 2022, de travailler avec l'ensemble des fédérations jusqu'à notre congrès en mai 2023 à Lille, en présence de 4 000 personnes.

Nous avons la volonté d'approfondir notre capacité à agir sur la question sociale. C'est pourquoi, après ce premier « projet fédéral », nous faisons le choix de porter demain collectivement un « projet de réseau » car si nous voulons transformer, il nous faut agir massivement, ensemble et avec les premières concernées.

C'est grâce à tout cela que le nouveau projet est ancré à la fois dans les réalités des habitant·es et des centres sociaux.



avec les habitant·es
bâtir une société plus juste



2 « AVEC LES HABITANT·ES, BÂTIR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE », NOTRE NOUVEAU PROJET DE RÉSEAU

Notre société est confrontée à des urgences multiples (bouleversements climatiques, montée des régimes autoritaires, précarité, fragilisation des associations, etc) face auxquelles nous avons le sentiment de prendre part à une course contre la montre, dans laquelle nous pourrions prendre le risque d'oublier pourquoi nous agissons. C'est dans ce contexte que nous avons besoin de revenir à la racine de ce que nous sommes et d'affirmer encore plus fort notre ambition grâce à notre nouveau projet de réseau : « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste », qui conduira nos ambitions de 2024 à 2032. « Bâtir une société plus juste », cela veut dire que nous souhaitons agir à la source des problèmes sociaux pour améliorer concrètement et durablement les conditions de vie des habitant·es. Le réseau des centres sociaux ne souhaite pas être l'un des pansements d'une société abîmée, il veut sortir de cette logique de réparation pour devenir un véritable acteur de sa transformation. « Avec les habitant·es », est le fondement de notre existence et de notre manière d'agir. Nous sommes convaincu·es que ce projet politique ne peut se faire qu'en partant de ces dernier·es : de leurs vécus, de leurs colères, de leurs envies, de leurs besoins, de leurs ressources. Nous croyons en la puissance de l'engagement des personnes, alliant action collective et esprit critique pour transformer la société.

3 NOS SIX AMBITIONS POLITIQUES POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES

Les quatre premières ambitions constituent nos visées de transformation sociale : c'est l'élan que nous nous donnons en tant que réseau pour que l'action quotidienne ne perde pas son sens.

- POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE, CITOYENNE ET SOLIDAIRE DE LA SOCIÉTÉ ;
- POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE, ÉQUITABLE ET ENGAGÉE CONTRE LA PAUVRETÉ ;
- POUR UNE SOCIÉTÉ OÙ CHACUN·E TROUVE ET PREND SA PLACE ;
- POUR UNE DÉMOCRATIE EN MOUVEMENT, CONSTRUITE PAR ET POUR TOUTES ET TOUS.



© Yann Castanier

LES DEUX AMBITIONS SUIVANTES ONT POUR OBJECTIF DE NOUS DONNER LA CAPACITÉ D'AGIR SUR LES QUATRE AMBITIONS POUR LA SOCIÉTÉ.

Nous avons besoin d'un réseau solide en termes de modèles socio-économiques, de richesses humaines, de possibilités de qualification, et qui dispose d'une articulation saine et efficace.

- 1 POUR LES CENTRES SOCIAUX : RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À APPUYER, PROMOUVOIR, DÉFENDRE LE MODÈLE CENTRE SOCIAL ;
- 2 POUR NOTRE RÉSEAU : CONSTRUIRE UNE VISION COMMUNE DE PILOTAGE ET D'ANIMATION DÉMOCRATIQUE.

Ayons toujours le sens de notre action en tête, et gardons le sens des réalités : ce sont les deux piliers de notre projet de réseau.

4 UN RÉSEAU AU SERVICE DES HABITANT-ES : DES ACTIONS CONCRÈTES POUR LES TROIS ANNÉES À VENIR

Au-delà d'ambitions politiques pour la société et notre réseau, ce nouveau projet s'inscrit dans l'action. Il s'est ainsi doté d'une feuille de route de 2024 à 2027 qui fixe 17 priorités.

Les 11 priorités concernant les ambitions pour la société précise chacune ce qu'elle vise comme changement concret pour les habitant·es, le territoire et pour notre réseau.

Parmi ces 11 priorités, deux à trois deviendront « phares », c'est-à-dire qu'elles seront portées et mises en œuvre en priorité au sein du réseau et que des ressources supplémentaires leur seront dédiées. C'est le réseau des centres sociaux qui jugera ce sur quoi il est le plus urgent d'agir pour la société (à partir du vécu des habitant·es) et ce sur quoi il est le plus pertinent et possible de le faire, en tant que centre social.

L'enjeu sera bien de se dire ensemble, non pas ce que les un·es ou les autres devront porter, mais ce que nous voulons porter ensemble prioritairement, quel est l'élan que nous voulons nous donner, sur quel sujet, pour quels changements pour les habitant·es, et comment chacune peut prendre et trouver sa place dans cet élan.

POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE, SOLIDAIRE ET CITOYENNE DE LA SOCIÉTÉ

- 1 ACCOMPAGNER DES ACTIONS COLLECTIVES ÉCOLOGIQUES D'HABITANT-ES SUR LES TERRITOIRES ;
- 2 RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À AGIR EN RÉSEAU SUR L'ÉCOLOGIE ;
- 3 REPRENDRE LE POUVOIR SUR L'ALIMENTATION.

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE, ÉQUITABLE ET ENGAGÉE CONTRE LA PAUVRETÉ

- 4 LUTTER CONTRE LE NON-RECOURS ET CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS ;
- 5 UN NUMÉRIQUE ÉMANCIPATEUR, HUMAIN, ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE.

POUR UNE SOCIÉTÉ OÙ CHACUN-E TROUVE ET PREND SA PLACE

- 6 AGIR CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES RAPPORTS DE DOMINATIONS ;
- 7 AVEC LES PARENTS, LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ÉDUCATIVES ;
- 8 ACCOMPAGNER LE VIEILLISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ.

POUR UNE DÉMOCRATIE EN MOUVEMENT, CONSTRUITE PAR ET POUR TOUTES ET TOUS

- 9 RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANT-ES ;
- 10 PLUS DE PLACE POUR LES JEUNES ;
- 11 FAVORISER L'ESPRIT CRITIQUE ET LES DÉBATS.

Les six priorités concernant les ambitions pour notre réseau, constitue d'ores et déjà un bloc de priorités considéré comme phare, qui doit donc faire l'objet d'une attention particulière.

POUR RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À APPUYER, PROMOUVOIR, DÉFENDRE LE MODÈLE CENTRE SOCIAL

- 1 FAIRE CONNAÎTRE, RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LE RÉSEAU PAR TOUTES ET TOUS ;
- 2 CONSOLIDER LES MODÈLES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES CENTRES SOCIAUX, AVEC UN APPUI SPÉCIFIQUE POUR LES STRUCTURES EN DIFFICULTÉ ;
- 3 RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS ET L'ENGAGEMENT BÉNÉVOLE ;
- 4 RENDRE NOS GOUVERNANCES PLUS INCLUSIVES.

CONSTRUIRE UNE VISION COMMUNE DE PILOTAGE ET D'ANIMATION DÉMOCRATIQUE

- 5 PRÉCISER LE RÔLE ET LA PLACE DE CHACUNE DES ENTITÉS FÉDÉRALES ;
- 6 RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À ACCUEILLIR ET FORMER LES BÉNÉVOLES ET SALARIÉ-ES DU RÉSEAU.

Cette feuille de route constituée de 17 actions sera évaluée et pourra être amenée à évoluer tous les trois ans, lors des Assemblées générales de la FCSF.



© Marta Nascimento

Campagne de **MOBILISATION NATIONALE**

L'appel aux coresponsables de la cohésion sociale : retour sur un an de mobilisation des centres sociaux

E

En janvier 2024, notre réseau lançait son appel aux coresponsables de la cohésion sociale pour alerter sur la situation économique des structures.

Un an plus tard, des premières réponses ont été apportées, mais elles sont loin d'être à la hauteur.



© Lucile Barbery



© Marta Nascimento

Janvier 2024, une mobilisation nationale

En début d'année, plus de 150 000 personnes, habitant·es, élu·es locaux·ales, parlementaires et médias se sont fait l'écho de cette interpellation, toutes et tous bien conscient·es qu'un centre social qui licencie, réduit ses activités ou ferme, ce sont autant de services et de vitalité qui disparaissent des territoires.

Le 31 janvier a marqué l'histoire récente de notre réseau : 27 fédérations se sont mobilisées le même jour ; une cinquantaine d'actions ont été organisées ; 12 000 personnes sont allées dans la rue ou dans leur centre social, le tout pour lancer l'alerte. Actions dans l'espace public (devant les mairies, les préfectures, des lieux symboliques) ou dans le centre social, manifestation, flash mob, prise de parole, conférence de presse, animations conviviales, etc. Des initiatives diverses mais coordonnées et rassemblées autour du même message : l'appel des centres sociaux aux coresponsables de la cohésion sociale.

7 mars 2024, le Rendez-vous des coresponsables de la cohésion sociale

Le 7 mars 2024, le Rendez-vous de la cohésion sociale organisé par la Fédération nationale des centres sociaux réunissait au CESE à Paris la Ministre des Solidarités et des Familles, les principaux organismes sociaux et les principales associations d'élus·es, pour construire ensemble des réponses.

Cette mobilisation a permis des avancées significatives, déclinées dans les mois qui ont suivi :

- Création d'un Fonds d'Aide Exceptionnel de 11,7 millions d'euros piloté par la Cnaf ;
- Revalorisations de prestations de service ;
- Augmentation du soutien national de la CCSMA et des MSA ;
- Création d'une mission vieillissement côté CNAV et CARSAT.

Localement, des collectivités ont parfois augmenté, parfois maintenu (dans un contexte de tension budgétaire) leur soutien financier aux centres sociaux, des Caf ont débloqué des soutiens sur leurs fonds propres et des espaces de travail multipartenariaux ont pu se monter.

Le Fonds d'Aide Exceptionnel (FAE)

Suite à notre mobilisation nationale et afin de soutenir des structures d'animation de la vie sociale (AVS) confrontées à des difficultés financières importantes, le Conseil d'administration de la CNAF a voté, dans le cadre du premier budget rectificatif du FNAS 2024, la mise en œuvre d'un Fonds d'Aide Exceptionnel (FAE AVS) à hauteur de 11,7 M€.

Les indicateurs d'éligibilité des structures en difficulté ont été co-construits avec certaines fédérations, la Caf, la CNAF et la FCSF. Par la suite, une instruction technique qui vise à préciser les modalités de mise en œuvre et de priorisation des financements à destination des équipements d'animation de la vie sociale a été diffusée au réseau et aux Caf en juillet 2024. Au regard des difficultés remontées sur l'octroi du FAE, nous avons mis en place une cellule de veille CNAF/FCSF pour faire remonter quelques éléments bloquants et pour l'allègement de certains critères.

Parallèlement, nous avons poursuivi l'objectivation des centres en difficulté à travers l'analyse du bloc thématique SENACS et quelques particularités liées aux territoires et aux structures pour identifier les besoins supplémentaires. Cette analyse nous a notamment aidé à renforcer notre travail de plaidoyer, que nous avons mené en parallèle de l'analyse et des échanges dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds d'Aide Exceptionnel aux centres sociaux.

Des résultats qui ne sont pas à la hauteur

Malgré cela, ces réponses sont très loin d'être à la hauteur. Si le Fonds d'Aide Exceptionnel a été un levier pour sauver plusieurs structures en 2024, il ne représente qu'une réponse partielle et à court terme, par ailleurs bien inférieure aux besoins attendus. À cela se sont ajoutés un immobilisme concernant des chantiers de fond pour lesquels des engagements avaient pourtant été pris, notamment autour des modèles socio-économiques (MSE) ainsi que de la simplification administrative, et de fortes restrictions budgétaires ont été demandées aux collectivités.

Pourtant, la cohésion sociale ne peut dépendre d'arbitrages budgétaires ou d'opinions politiques : elle n'est pas une option !



Campagne de mobilisation **CITOYENNE**

Mobilisation lors des élections législatives



Le réseau des centres sociaux, porteur d'une citoyenneté active

Les résultats des élections européennes puis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale au printemps 2024 ont placé la FCSF dans un état d'inquiétude profonde quant à l'avenir de notre démocratie.

Convaincus que la réponse à une société qui va mal (inégalités en augmentation, recul des libertés, disparition ou affaiblissement des services publics) n'est pas dans les propositions politiques qui prônent la préférence ou la priorité nationale, le repli, le rejet de l'autre, convaincus que le rôle du centre social est d'agir pour une citoyenneté active et pour que chacune puisse trouver et prendre sa place dans la société, nous avons proposé à notre réseau de prendre sa part en animant une campagne citoyenne.

Cette campagne a eu pour objectif de :

- Rappeler l'importance d'aller voter aux deux tours des législatives ;
- Animer des espaces d'écoute, d'échanges, de débat et de décryptage autour des enjeux de la période, des élections législatives, de la vision de société véhiculée par les idées d'extrême droite et leur impact sur la vie des personnes ;
- Participer aux différentes manifestations et formes de mobilisation proposées dans les prochains jours pour dire notre aspiration à une société plus juste et solidaire.

De nombreuses ressources à destination du réseau

L'ensemble de l'équipe a ainsi contribué à rapidement produire une compilation de ressources utiles pour comprendre l'enjeu de la dissolution, des élections législatives et de la montée des idées d'extrême droite. Ces dernières ont été rassemblées autour de trois grands principes : pour comprendre, décrypter et analyser ; pour prendre conscience et mettre en débat ; pour se positionner et agir. Vidéos et publications réseaux sociaux, infographies, mais aussi bibliographie et documentaires de notre partenaire Tënk : les ressources se sont voulues le plus variées possibles et provenant de différentes sources afin de permettre à chacune de trouver celle qui lui serait le plus utile.

Une campagne de communication : la Campagne citoyenne

Toute la démarche s'est accompagnée d'un nom « Campagne citoyenne » et d'une charte graphique, afin de la rendre visible. Ainsi, à partir du 11 juin 2024 et pendant un mois, 32 publications ont été faites sur nos réseaux sociaux autour de la campagne, alliant différents formats : partage de ressource, appel au vote, positionnement et tribunes, etc.

En parallèle, nous avons aussi produit différents supports (affiches modifiables, outils d'animation) et compilé les nombreuses ressources produites par le réseau !





Pôle COMMUNICATION, INFLUENCE & PARTENARIATS

Donner à voir la richesse et la force de notre réseau

E

Entre la coordination ou la contribution aux différentes mobilisations, l'animation d'une communication réseau toujours plus riche et le renforcement de notre stratégie influence, notamment dans la relation aux pouvoirs publics, l'activité du pôle a été dense. Avec, en lien avec l'émergence du projet de réseau, le démarrage de réflexions sur de nouvelles stratégies de communication et d'influence pour les années à venir !

Renouvellement des démarches de stratégie influence et communication réseau

Côté communication réseau, une réflexion sur la redéfinition de la stratégie de communication s'est engagée à l'automne 2024. Depuis 2018, et au fur et à mesure des années, la communication s'est structurée, professionnalisée et renforcée en termes de ressources humaines. Nous sommes aujourd'hui à une étape charnière : une période propice pour réaffirmer notre stratégie de communication. À l'aune d'un nouveau projet de réseau et au vu des évolutions stratégiques et opérationnelles sur la communication, le contexte est opportun pour réfléchir à une nouvelle stratégie de communication, afin de mieux répondre à ses objectifs et renforcer son impact. Dans ce cadre, la FCSF a fait appel à l'agence de communication RUP (avec laquelle nous avons travaillé auparavant sur la campagne de communication « Centres sociaux, le plus grand réseau social de France » et la campagne de mobilisation « Appel aux coresponsables de la cohésion sociale »). Ce travail va s'étaler sur le premier semestre 2025. En parallèle, un travail de redéfinition de la charte graphique va également démarrer.

En 2018, L'Escale (temps de mi-parcours de notre projet fédéral La Fabrique des possibles) soulignait l'enjeu d'investir plus fortement la capacité de notre réseau à faire influence auprès des acteurs publics pour peser sur les politiques publiques et mieux faire (re)connaître les centres sociaux et leur rôle.

Six ans plus tard, en 2024, il était temps de faire le bilan des démarches engagées dans le cadre du chantier influence, d'en tirer des enseignements, et de penser la suite. À la fin de l'année, un groupe stratégique s'est donc réuni afin de poser les jalons d'une stratégie influence renouvelée, sur trois ans. Cette fois-ci, et forts de nos apprentissages, elle se veut plus axée plaidoyer, avec des objectifs de changement précis, concrets, atteignables et mesurables, et une déclinaison opérationnelle pour y arriver. Comme pour la stratégie de communication réseau, la FCSF se fait accompagner pour cette démarche par une agence : 6 pm, deux spécialistes du plaidoyer, auprès de qui nous avons déjà eu l'opportunité de nous former.



© Lucile Barbery

Lancement d'une démarche avec les Départements

Les centres sociaux sont des acteurs clé de la cohésion sociale et des partenaires incontournables des départements en matière de solidarité humaine et territoriale. Aujourd'hui, pourtant, les départements sont confrontés à des difficultés croissantes pour développer leur politique d'action sociale, de cohésion des territoires. Il en est de même pour les centres sociaux en termes de cohésion sociale et de développement social. Dans ce contexte tendu, en particulier sur le plan financier, la FCSF a initié une démarche associant représentant·es de Départements et de fédérations pour mieux appréhender les contextes d'intervention, les contraintes et les leviers d'action de chacune et réfléchir aux coopérations à tisser ou renouveler entre centres sociaux et départements. Une démarche qui se poursuivra en 2025, associant plaidoyer et outils de travail entre Départements et fédérations.

« La cohésion sociale, c'est le socle, ce ne devrait pas être une donnée à arbitrer ».
Propos d'un représentant de Conseil départemental



© Lucile Barbery



Une formation sur la communication pour les centres sociaux

Une nouvelle formation portant sur la construction d'une stratégie de communication de son centre social est en phase d'expérimentation dans le réseau, à l'échelle locale.

Des salariées du pôle communication de la FCSF ainsi que des chargées de communication de fédérations et de centres sociaux du réseau ont été accompagnées par l'agence Triple C au premier semestre 2024 pour travailler sur le contenu de cette formation. Celle-ci, après avoir été consolidée et retravaillée par le groupe, a été animée en Charente-Maritime et en Gironde fin 2024. Elle va être également organisée en Ile-de-France et dans le Rhône début 2025, avec pour objectif qu'elle s'essaime et se déploie dans de plus en plus de territoires.

Travail autour des lettres circulaires

Fin 2024, la CNAF a lancé un groupe de travail pour réviser les lettres circulaires de l'animation de la vie sociale. Au regard des enjeux de ces textes pour les centres sociaux et EVS, la FCSF a animé avec les fédérations plusieurs temps de travail en 2024 pour analyser les forces et les limites des textes ou de leurs interprétations, et formuler plusieurs propositions à la CNAF. Celles-ci relèvent des enjeux de réaffirmations de l'animation globale, du modèle socio-économique, de l'exercice des métiers, de la participation, de l'évaluation et du cadre contractuel. Des supports qui seront complétés en 2025 au fur et à mesure des échanges avec la CNAF.

Lettres circulaires : les dimensions de propositions formulées par le réseau

1. La réaffirmation des fondamentaux de l'animation globale dans la politique d'animation de la vie sociale ;
2. La clarification de la dimension de participation des habitant·es : exigence sur le portage, équité entre formes de gestion et les territoires ;
3. La reconnaissance de la prise en compte du vieillissement dans l'approche globale du territoire et de son lien au projet social global ;
4. Un cadre d'agrément contractuel sécurisé, allégé, transparent ;
5. Un cadre professionnel adapté à l'Animation de la Vie Sociale ;
6. Sur les MSE : un cadre de financement qui sécurise le socle du centre social ;
7. L'évaluation de l'utilité sociale.

Couverture et valorisation des événements nationaux

Lors des différents événements de la FCSF, le pôle communication était présent à la fois en amont et en aval, afin de les valoriser. Concernant le séminaire « Le politique des centres sociaux », en plus d'une communication notamment en interne à destination du réseau, des interviews vidéos des chercheuses présentes ont été réalisées. Lors du colloque « Avec toutes les familles, avec toute la famille » l'événement a été couvert sur les réseaux sociaux, pour ainsi donner à voir ce qui est mis au travail et les différents temps qui rythmaient ces deux jours. Un article retour sur a également été rédigé pour donner une idée des échanges lors de cette journée, accompagné de photos.

L'occasion de remettre en avant les ressources en lien avec cette thématique. Du côté du colloque « Lutte contre les discriminations », en plus des différents posts publiés sur les réseaux sociaux, un article bilan a été créé, permettant de remettre en avant les ressources sur cette thématique. Des vidéos interviews des deux intervenantes ont également été réalisées. Ensuite s'est déroulé le Réseau Jeunes 2024 autour du bonheur, où la communication était au rendez-vous : couverture des cinq jours sur les réseaux sociaux, article retour sur, vidéo bilan, vidéos capsule pour les réseaux sociaux mais aussi habillage du lieu.

Une communication digitale en plein essor

Les réseaux sociaux constituent un canal de communication très dynamique. Facebook, Instagram et LinkedIn sont alimentés au moins trois fois par semaine et quasiment tous les jours en période de campagne, comme ça a été le cas pour la campagne de mobilisation sur la situation économique des centres sociaux. Le nombre d'abonné-es continue d'augmenter (voir « chiffres clés »).

Nos réseaux sociaux sont des vecteurs incontournables pour donner à voir la richesse et la force de la FCSF et de notre réseau, à l'interne comme à l'externe.

Le site web est également toujours une belle porte d'entrée pour s'informer sur les initiatives du réseau et les actualités nationales. C'est également l'espace où retrouver les ressources produites par la FCSF, ainsi que nos éléments de plaidoyer et de prises de position.

Des nombreuses ressources pour notre réseau

Notre **magazine C'est Possible !**, qui donne à voir des initiatives de notre réseau, est diffusé auprès de toutes les structures adhérentes, ainsi que de nos partenaires nationaux. En 2024, trois numéros ont été produits : n°30 « Cohésion sociale...ou comment faire société » (numéro spécial - mars-août 2024) ; n°31 « Les centres sociaux, acteurs de démocratie et de justice sociale » (septembre-novembre 2024) ; n° 32 « Aiguiser l'esprit critique, un enjeu démocratique » (décembre 2024-mars 2025).

La FCSF continue d'éditer plusieurs **newsletters** : « En direct de la fabrique » et « L'info fédé » (envoi aux équipes bénévoles et salariées des unions et fédérations), la « Lettre d'info de la FCSF » (newsletter générale envoyée aux abonné-es), qui bénéficient d'un bon taux d'ouverture (en moyenne 35%). Une newsletter spéciale mobilisation a également été diffusée au réseau, pendant la période de la campagne.

Le partenariat avec **Tënk** continue de plus belle, avec toujours une offre de programmation de cinq films pour six mois. Le comité de programmation, composé de deux salarié-es de Tënk et de bénévoles et salarié-es de centres sociaux, s'est étoffé. Les films sélectionnés sur 2024 font écho aux thématiques du projet de réseau. Des fiches médiation ont également été créées pour chaque film de la programmation, afin de donner des clés pour l'animation de discussions. Un webinaire a été organisé le 20 juin 2024, rassemblant une centaine de personnes, sur l'organisation et l'animation d'un ciné-débat.



1622

abonné-es sur Instagram

+262

abonné-es



7884

abonné-es sur Facebook

+ 604

abonné-es



9110

abonné-es sur LinkedIn

+ 3838

abonné-es



1125

abonné-es sur YouTube

+ 125

abonné-es

Partenariats et alliances

Ministères et administrations

- **Ministère des Solidarités.** Rencontres avec le cabinet : situation de fragilité des centres sociaux, participation de la Ministre des solidarités à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale en mars. Effet levier pour la création de l'enveloppe du Fonds d'Aide Exceptionnelle.
- **Ministère de la Ville et du Logement.** Rencontre du cabinet de Sabrina Agresti-Roubache sur la situation des centres sociaux.
- **Ministère de la Culture.** Rencontre avec la Ministre et signature d'une charte nationale. Bilan de la convention pluri-annuelle d'objectifs et axes de la convention. Nouveau chantier éducation aux médias et à l'information soutenu par une nouvelle convention.
- **Secrétariat d'État Numérique.** Rencontre avec le Cabinet. Contribution CNR inclusion numérique.
- **Secrétariat d'État Jeunesse.** Participation active aux travaux du comité de filière animation (membre du bureau et présents dans plusieurs groupes de travail).
- **DGCS (Direction générale de la cohésion sociale).** Rencontres autour de la situation de fragilité des centres sociaux. Participation du DGCS à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale en mars. Premiers échanges autour du chantier sur le modèle socio-économique des centres sociaux.
- **DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement).** Échanges autour de la CPO DIHAL-FCSF.
- **ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires).** Partenariats dans le cadre des directions de la ruralité, politique de la ville, numérique, lutte contre les discriminations.
- **Ministère de la Ruralité.** Contribution aux groupes de travail du ministère pour le nouvel agenda rural, participation à un déjeuner de travail organisé par la Ministre Dominique Faure, pour faire le point sur l'ensemble des mesures.
- **DJEPVA (Direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative).** Restauration d'un cadre de partenariat pluri-annuel et obtention de l'agrément JEP. Groupe de travail soutien aux centres sociaux après le cyclone Chido.
- **DIPLP (Délégation interministérielle à la prévention et la lutte contre la pauvreté).** Rencontre sur la situation de fragilité des centres sociaux et le rôle des centres sociaux dans le Pacte des solidarités.
- **DGOM (Délégation générale aux outre-mer).** Rendez-vous pour un état des lieux de l'action de développement sur les outre-mer. Signature convention 2024-2025.
- **DREETS de Mayotte.** Deux rencontres - convention pour soutien au développement du fédéralisme à Mayotte.
- **Agence du service civique.** Bilan annuel de notre agrément national. Bilan et renouvellement de l'agrément national. 220 missions de volontariats ont débuté en 2024.
- **ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances).** Troisième année de la convention triennale de partenariats avec l'ANCV pour permettre la poursuite et le développement des aides aux projets vacances dans le réseau des centres sociaux et la tenue du colloque « Les centres sociaux, des acteurs incontournables du droit aux vacances ».
- **Erasmus +.** Rencontre avec l'Agence Erasmus Jeunesse. Dépôt et validation du projet Participation des jeunes pour la 13^{ème} édition du Réseau Jeunes national. Troisième année de mobilités accréditées sur l'éducation des adultes pour le consortium du réseau « Agir en Europe ».
- **Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA).** Fin et bilan du projet Erasmus + Fostering Social Justice pour l'IFS.

Organismes sociaux et complémentaires

- **CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales).** Rencontres régulières (COG, attractivité des métiers, inflation, situation de fragilité des centres sociaux, etc). Échanges continus avec l'équipe des politiques sociales et familiales. Mise en place d'une cellule de veille sur les centres sociaux en difficulté. Échanges autour de la création et développement du Fonds d'Aide Exceptionnelle. Premiers échanges autour de la révision des lettres circulaires de l'animation de la vie sociale. Coportage et co-animation de Senacs. Participation au comité consultatif et de suivi de la charte de la laïcité de la CNAF.
- **Caf de Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Eure et la CSS Mayotte et Manche.** Échanges réguliers dans le cadre des conventionnements avec nos partenaires Caf.

- **Caisse Générale de Sécurité Sociale de Martinique.** Échanges pour partenariat en 2025.
- **CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse).** Échanges avec la Direction nationale de l'action sociale. Conventionnement cadre 2024-2027 et premières actions. Rencontres autour de la situation des centres sociaux et participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale en mars.
- **CCMSA (Caisse centrale de la mutualité sociale agricole).** Bilan et perspectives annuelle de la convention de partenariat. Organisation de webinaires et temps entre CCMSA, FCSF, Caisses locales et fédérations. Rencontres autour de la situation des centres sociaux et participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale en mars.
- **CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie).** Échanges avec la présidence et la déléguée générale adjointe. Présentation des centres sociaux et des dynamiques dans le cadre des CDFPPA (Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées).
- **AGIRC-ARCCO.** Échanges avec la direction de l'action sociale. Participation de la FCSF à une rencontre nationale AGIRC-ARCCO.
- **Intercommunalités de France.** Rencontres autour de la situation des centres sociaux. Participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale. Premiers échanges autour d'objets de coopération partagés.
- **Union sociale pour l'habitat.** Signature d'une convention de partenariat avec l'USH pour renforcer les liens autour d'enjeux communs aux échelles nationales et locales.

Alliances et coopérations avec les réseaux associatifs

- **Elisfa.** Échanges réguliers avec les équipes techniques et la délégation générale : enjeux RH, avancées de la réforme du système de classification et de rémunération. Participation à l'Assemblée générale d'Elisfa. Rencontres des présidences. Inter-bureau FCSF-Elisfa. Nombreux rendez-vous partenariaux communs sur les enjeux de l'accompagnement financier de l'avenant 2010-2022 et les entretiens annuels.
- **Pacte du pouvoir de vivre.** Participation à des espaces de pilotage nationaux. Relais au sein du réseau. Animation d'un module de formation sur la participation.
- **Cnajep (Comité National des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire).** Participation aux instances de gouvernance. Contribution aux travaux sur le projet du Cnajep, et dans le cadre de la charte Culture - Éducation Populaire.
- **Le Mouvement associatif.** Co-animation du groupe de travail coopération inter-associative en quartiers politique de la ville. Participation à la rencontre de restitution du rapport sur le financement des associations par les pouvoirs publics.
- **Mona Lisa.** Participation de la FCSF au conseil d'administration.
- **Réseau Vacances Ensemble faisons vivre la solidarité.** Participation à l'organisation de webinaires sur le droit aux vacances.
- **Réseau national des Centres de ressources politique de la ville.** Partenariat dans le cadre du rapport « Paroles d'habitant·es des quartiers populaires ».
- **Association des maires de France.** Rencontres autour de la situation des centres sociaux. Participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale. Parution d'un dossier sur les centres sociaux dans le magazine de l'association. Invitation et participation de la FCSF au Congrès des maires.
- **Association Ville et Banlieue.** Rencontres autour de la situation des centres sociaux. Participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale. Coopération autour d'une tournée dans plusieurs villes sur la parole et le vécu des habitant·es des quartiers populaires. Production d'une publication en commun.
- **Association des maires ruraux de France.** Rencontres autour de la situation des centres sociaux. Participation à la rencontre des coresponsables de la cohésion sociale.

- **MedNum.** Contribution à l'observatoire de l'inclusion numérique et participation au commun de la formation de l'inclusion numérique.
- **Mouvement des Régies.** Participation à un temps de conseil d'administration pour croiser nos stratégies et réalités de nos réseaux.
- **Coordination nationale Pas sans nous.** Échanges et suivi dynamiques des tables de quartier dans le cadre de la participation de la FCSF à un comité de pilotage.
- **Banque des territoires.** Participation à un espace de travail conseillers nationaux France services.
- **Uniopss (Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux).** Contribution à la mobilisation autour de la crise des métiers du social. Contribution à la construction du projet stratégique de l'Uniopss et animation de webinaires avec le centre de ressources DLA sur les actualités du réseau.
- **Têtes de réseau éducation populaire.** Rencontres pour partager les actualités et imaginer des pistes de travail partagées, travail de plaidoyer commun avec les têtes de réseau ayant des structures de l'AVS.
- **Fonda.** Échanges réguliers avec les équipes, participation aux travaux du plan d'action. Coopération sur les enjeux d'évaluation.
- **ADASI (Association pour le Développement de l'Accompagnement à la Stratégie et à l'Innovation de l'Intérêt général).** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat sur les MSE. Étude de l'opportunité de participation à la gouvernance de l'ADASI.
- **Fonjep (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire).** Participation aux instances de gouvernance. Contribution à plusieurs rencontres, notamment dans le cadre des Projep et des dynamiques MSE.
- **Conseil National des Villes (CNV).** Contribution aux espaces de gouvernance du CNV.
- **Comité d'histoire de la politique de la ville.** Participation au comité.
- **IFS (International Federation of Settlements).** Participation au plan stratégique. Soutien au développement de l'EFS (Euromed Federation of sociocultural centres).
- **LIEPP (Laboratoire Interdisciplinaire D'Évaluation des Politiques Publiques).** Rattaché à Sciences Po et en partenariat avec la CNAF, contribution aux travaux sur l'évaluation de la politique d'animation de la vie sociale.
- **AequitaZ.** Coordination nationale des Parlements et Assemblées Libres de Jeunes. Travail commun autour de l'expérimentation RSA.
- **Réseau National des Juniors Associations.** Membre permanent du conseil d'administration. Contribution aux travaux et participation aux conseils d'administration et Assemblée générale.
- **Collectif associatif « soutien à la parentalité ».** 13 têtes de réseau engagées pour une politique de soutien à la parentalité garantissant un accueil gratuit, sans jugement et sans discrimination. Participation aux rencontres et travaux du collectif.
- **Association Silver Geek.** Déploiement dans le réseau de projets « Silver Geek » favorisant l'appropriation du numérique des seniors par l'Esport et l'intergénérationnel.
- **Carav'alim - Mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation.** Co-pilotage interassociatif du mouvement : FCSF, Secours catholique, Action contre la faim, UGESS, AequitaZ et le réseau CIVAM.
- **ALISFA.** Branche professionnelle des structures rattachées à la CCN ELISFA.

- **Ligue des Droits de l'Homme.** Participation et intervention de Nathalie Téhio (Présidente nationale) et de Barbara Romagnan (membre du Bureau national) lors de la formation en amont de l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **Réseau des Accorderies de France.** Reconnaissance du Réseau des Accorderies comme membre associé de la FCSF, échanges sur les perspectives de collaborations à venir.
- **Mémoires Vives des centres sociaux.** Échanges et suivis réguliers de la convention de partenariat signée en 2023, participation de la FCSF aux travaux sur l'histoire de la fédéralisation initiés par MVCS, mise en place d'un plan d'action pour le traitement des archives de la FCSF.
- **Collectif pour le Français pour toutes et tous.** La Cimade, Radya, Germae, Secours Catholique - plaidoyer et recherche action autour des ateliers de français langue étrangère.
- **Collectif « RSA conditionnel ».** Plaidoyer autour de la mise en place du RSA conditionnel.
- **Secours Catholique.** Contribution à l'élaboration de la fresque écologie et pauvreté.

Partenariats universitaires et formation

- **Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis.** Partenariat sur le Master Science de l'Éducation-Parcours éducation Tout au long de la vie.
- **Accolades.** Partenaires de formation (AFNR notamment).
- **Elycoop.** Partenaire de formation (Analyse financière).
- **Maïa Dagorne - EI.** Partenaire de formation (Qualiopi - RGPD).

Partenariats privés

Poursuite de la construction d'alliances et d'animation d'accords-cadres nationaux avec :

- **AIGA.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat.
- **APOGEES.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, animation d'un webinaire sur la présentation de l'accord cadre et présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **MAIF.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, animation d'un webinaire sur les responsabilités et présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **SACEM.** Échanges dans le cadre du partenariat.
- **CANON.** Fac-similé. Échanges dans le cadre du partenariat.
- **Ethic Etapes.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, animation d'un webinaire sur les avantages liés au partenariat et présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **Crédit Coopératif.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, animation d'un webinaire sur les avantages liés au partenariat, présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **Harmonie Mutuelle ESS.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, animation d'un webinaire sur la protection bénévole et présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc.
- **Comptoir des RH.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc, animation de formations internes.
- **Ténk.** Plateforme de films documentaires. Poursuite du partenariat pour proposer des films en projection dans les centres sociaux.

Ressources produites en 2024

Reportages photos

• Mobilisation du 31 janvier :

- Paris- Place de la République
- Privas - Ardèche
- Le Mans - Sarthe
- Saint-Herblain - Loire-Atlantique

© Pierre Leray



© Lucile Barbery



© Pierre Leray



© Lucile Barbery

- Séjour seniors dans le Cantal
- Réseau jeunes à Cergy Pontoise
- Mayotte : vers une fédération locale !

© Ibrahim Mcolo



© Lucile Barbery



© Ibrahim Mcolo



Bref, on construit un projet de réseau !

Vidéos

- L'activité de la FCSF en 2023
- Webinaire identité numérique & citoyen·nes
- Teaser Tènk : Nouvelle programmation en lien avec le projet fédéral
- Mobilisation nationale du 31 janvier 2024 : retour en images !
- Conférence finale Fostering - Vidéo bilan
- We are right here ! Nous sommes là !
- Centres sociaux fragilisés, la mobilisation continue !
- Bref, on construit un projet de réseau !
- Séminaire : Le politique des centres sociaux, temps d'échange avec Julie Garnier et Sarah Rétif
- Séminaire Le politique des centres sociaux, temps d'échange avec Hélène Balazard
- Séminaire Le politique des centres sociaux, temps d'échange avec Héroïse Nez
- Séminaire Le politique des centres sociaux, temps d'échange avec Jérémy Louis
- Séminaire Le politique des centres sociaux : replay, partie 2
- Séminaire Le politique des centres sociaux : replay, partie 1
- Webinaire Tènk - Organiser & animer un ciné débat
- Campagne citoyenne : Témoignage de Zsuzsanna Molnár, bénévole dans une association hongroise
- Campagne citoyenne : Témoignage de Giovanna Maciariello, présidente de l'association ARCI
- La mission vieillissement : une mission soutenue par l'Assurance Retraite et la Fédération
- La mission vieillissement : un projet participatif et partenarial adapté aux territoires
- La mission vieillissement : contexte et enjeux
- Interview de Patricia Tonnellier - Colloque lutte contre les discriminations - 11 oct 2024
- Interview de Floréal Sotto - Colloque lutte contre les discriminations - 11 oct 2024
- Réseau Jeunes 2024 autour de la thématique du bonheur

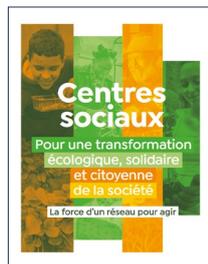
Magazines C'est Possible !

- Magazine C'est Possible ! n°30 « Cohésion sociale...ou comment faire société »
- Magazine C'est Possible ! n°31 « Les centres sociaux, acteurs de démocratie et de justice sociale »
- Magazine C'est Possible ! n° 32 « Aiguiser l'esprit critique, un enjeu démocratique »



Publications

- Pour une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société
- Impact & utilité sociale, point étape et expériences dans les centres sociaux
- Capitalisation des données autour du chantier Influence
- Plaquette Observatoire National SENACS 2023



Outils

- Fiche outil : formation « Communiquer avec les élu·es »
- Élections européennes 2024 : les ressources
- Outil d'animation – Timeline Jeunesse



Tribunes

- Point de vue : Préservons le bien commun qu'est le centre social (publiée dans Ouest France)
- Ne choisissez pas l'extrême droite pour exprimer votre colère : l'appel de 70 organisations de la société civile pour les européennes (publiée dans Libération)
- Ensemble contre l'extrême droite (publiée sur le site de la Ligue des droits de l'Homme)
- « Ce budget de rigueur pour 2025 propose de moins financer ce qu'il faudrait financer davantage » (publiée dans Le Monde)

Communiqués et prises de position

- Faire plus avec moins : l'impossible équation des centres sociaux
- Elisfa, la FCSF et l'Acepp saluent les revalorisations salariales des EAJE (Établissements d'accueil du jeune enfant)
- Cohésion sociale : les centres sociaux appellent un soutien à la hauteur des besoins !
- La cohésion sociale n'est pas une option : les centres sociaux toujours plus fragilisés
- Communiqué – Centres sociaux fragilisés : des annonces encourageantes, une vigilance à maintenir
- Communiqué – Premier tour des élections législatives : force et détermination !
- Communiqué – Prendre sa part
- Campagne citoyenne : L'enjeu est immense, et nous jouerons notre rôle !
- Vives inquiétudes concernant les impacts du Projet de loi de finances 2025

2

Pôle PROJETS

Faire alliance pour transformer la société



Le pôle projets a pour mission de construire et partager des actions, réflexions et ressources sur les enjeux de société et le rôle des centres sociaux, aujourd'hui et demain avec l'ensemble du réseau. Pour les dix prochaines années, il agit principalement sur les quatre ambitions politiques liées à la société du projet de réseau « Avec les habitant·es, bâtir une société plus juste » :

- *Pour une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société ;*
- *Pour une société plus égalitaire, équitable et engagée contre la pauvreté ;*
- *Pour une société où chacun·e trouve et prend sa place ;*
- *Pour une démocratie en mouvement, construite par toutes et tous.*

Cette action se décline de manière très concrète sur les 11 priorités retenues par le réseau pour faire alliance et transformer la société demain.

Le colloque familles & vacances



En septembre 2024, la FCSF a organisé un colloque sur deux jours à Lille en présence de 150 acteurs, salariées et professionnel·les de centres sociaux et de fédérations. La première journée, intitulée « L'approche famille dans les centres sociaux et leurs rôles éducatifs » a permis, au travers d'une bourse aux projets et d'une série d'ateliers (abordant pêle-mêle les thématiques du numérique, de la petite-enfance, de la grand-parentalité, des manières de faire alliance avec les familles) d'échanger sur la posture du centre social dans son territoire autour de l'accompagnement à la parentalité. L'après-midi, une table-ronde intitulée « Agir contre les inégalités sociales et éducatives, enjeu partagé » a croisé les regards d'habitant·es, d'acteurs de centres sociaux mais aussi de la Branche Famille sur l'approche des centres sociaux et de leur projet éducatif global. Le lendemain, les participant·es se sont de nouveau retrouvés pour s'interroger sur la manière dont les centres sociaux font vivre le droit aux vacances pour tous·tes. Après la présentation de la recherche-action menée en 2023 par le cabinet Itinere Conseils auprès de 18 centres sociaux qui accompagnent des familles et des jeunes à partir en vacances, les participant·es ont pu creuser ses principaux enseignements de deux manières : grâce à des ateliers permettant témoignages et discussions (autour du lien social, de la parentalité, de l'égalité femme-homme et des partenariats) puis lors d'un théâtre-forum mettant en scène des situations de structures s'interrogeant sur la manière de faire vivre le développement du pouvoir d'agir des habitant·es dans les projets vacances. Les principaux partenaires des centres sociaux sur le montage de projets vacances (l'Agence nationale des chèques vacances, VACAF, les hébergeurs sociaux) ont pu exprimer leur regard sur l'importance fondamentale de faire vivre ce droit lors d'une table-ronde, accompagnés du président de la FCSF et la présidente du centre social La Bourgogne à Tourcoing, pour témoigner du rôle essentiel qu'y joue les centres sociaux.



En savoir + :

- [Article - Colloque vacances : le droit aux vacances mis à l'honneur](#)
- [Article - Colloque familles : l'approche de la famille dans les centres sociaux et leurs rôles éducatifs](#)
- [Recherche-action sur l'accompagnement aux vacances dans les centres sociaux](#)

Une année riche pour le chantier transformation écologique, solidaire et citoyenne

L'année 2024 fut une année riche et dense pour la transformation écologique, solidaire et citoyenne dans notre réseau :

1. **L'animation d'un groupe national**, composé de professionnel·les et bénévoles du réseau (représentant près de 25 fédérations et unions). En 2024, ce groupe s'est réuni sept fois, incluant une journée fédérale organisée à Olhain (62) en amont de la 7^{ème} Université des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais en avril 2024 consacrée à ce même sujet.
2. **La parution d'une publication Repères : « Centres sociaux - Pour une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société : La force d'un réseau pour agir »** qui propose un point d'étape des réflexions de notre réseau sur cet enjeu de taille. Elle donne à voir notre vision politique articulant les enjeux de justice sociale et environnementale et le rôle primordial des centres sociaux dans cette transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société. On y retrouve une diversité des projets portés par des centres sociaux et des dynamiques fédérales déjà mises en œuvre dans notre réseau. De plus, elle aborde la question des alliances à construire dans ce domaine et propose des outils pour se lancer. Parue en avril 2024 et imprimée à 1 000 exemplaires, chaque fédération et union du réseau en a reçu en version papier.
3. **Le vote et lancement de la Résolution n°3 (2025-2027) pour faire levier dans le réseau** : En 2024, la FCSF a proposé à son Assemblée générale d'utiliser une partie de la réserve du fonds mutualisé (150 000 euros par an) pour renforcer la mobilisation du réseau fédéral pour une transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société (« TESC »). Le recours à cette Résolution intervient dans une logique de « coup de pouce » sur les projets menés. Elle a pour objectif de susciter l'engagement du réseau (fédérations, unions, structures dites « adhérents directs ») sur la transformation écologique et d'en appuyer le portage politique, afin de l'inscrire de manière durable dans nos projets. Elle se déclinera sous différentes formes (parole politique, outillage, nouvelles alliances, montée en compétences, formation, capitalisation). Les premiers projets soutenus sont attendus pour janvier 2025.
4. **La construction d'alliances avec les mondes universitaire et associatif** : Ce travail a été mis en route en 2024 et va s'amplifier en 2025. L'enjeu est de se mettre en réseau avec divers alliés complémentaires (éducation populaire, éducation à l'environnement, économie sociale et solidaire, sciences sociales, solidarité, droit à l'alimentation et place des premier·es concerné·es, plaidoyer, etc.).



En savoir + :

[Présentation du chantier national TESC](#)



Un mouvement fédérateur pour le droit à l'alimentation

Carav'alim est un mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation. Au co-pilotage resserré de ce réseau, on retrouve plusieurs partenaires dont la FCSF, le Secours catholique, l'UGESS, les CIVAM, AequitaZ et Action contre la Faim. Il a vocation à accueillir, fédérer et soutenir les projets, initiatives et collectifs, qui œuvrent pour l'accès de toutes et tous à une alimentation digne et durable, et qui agissent avec les personnes concernées par les injustices du système alimentaire. Après une phase de préfiguration en 2023-2024, ce mouvement a été pérennisé par des financements pluriannuels de la Fondation de France et Daniel et Nina Carasso.

Trois volets guident l'action de Carav'alim :

- Se fédérer vers le droit à l'alimentation en France : le **Manifeste** co-écrit par des membres du mouvement va dans ce sens et porte la nécessité de rendre effectif ce droit à l'alimentation dans notre pays. En particulier, il plaide pour (re) donner aux citoyen·nes du pouvoir d'agir sur leur alimentation ;
- Soutenir l'émergence et la progression de collectifs qui favorisent l'accès à une alimentation choisie et durable pour toutes et tous, à travers un programme de visites apprenantes, réponse au besoin d'espaces d'inspiration, d'échange et de co-formation des groupes ;
- Être un haut-parleur des injustices alimentaires, vécues par les premières et premiers concerné·es, en portant des propositions dans des espaces médiatiques et de plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.



En savoir + :
[Site Carav'alim](#)

Des mobilités en Allemagne, Danemark et Belgique autour de la transition écologique et du pouvoir d'agir des habitant·es

Cette année, ce sont trois fédérations qui ont pu bénéficier de mobilités européennes dans le cadre de l'accréditation FCSF Erasmus + pour la formation des adultes. Toutes étaient sur le thème de la transition écologique et le développement du pouvoir d'agir des habitant·es : deux grandes priorités de notre projet de réseau. Les 38 participant·es, à la fois salarié·es et bénévoles venant de Loire Haute-Loire, du Nord-Pas-de-Calais et d'Occitanie, ont pu ainsi découvrir les démarches participatives mises en place au Danemark, en Belgique et en Allemagne. Des séjours aussi instructifs qu'inspirants et qui ont un réel impact sur le travail quotidien.



En savoir + :

[Un document de la Fédération 42/43 à découvrir avec des ressources](#)



Une ambition commune pour la jeunesse

L'année qui a suivi le dernier Congrès des centres sociaux a marqué un tournant décisif pour la jeunesse au sein du réseau. À la suite de l'interpellation des jeunes quant au manque de place des jeunes dans les espaces de décisions du réseau, nous avons repris le travail pour définir collectivement un socle politique en lien avec nos ambitions pour la jeunesse. Plusieurs temps d'échanges et de réflexions ont permis de poser les bases de ce qui constitue aujourd'hui l'une des priorités du projet de réseau 2024-2032 : **Renforcer la reconnaissance et la légitimité des jeunes dans la société et au sein du réseau des centres sociaux.**

En 2024, plusieurs rencontres ont été organisées pour réfléchir collectivement au contenu de cette démarche et à ses orientations concrètes. Un principe fondamental a guidé ces échanges : la nécessité de travailler en alliance, en prenant en compte les besoins et les savoirs de tous les acteurs et actrices impliqués, qu'il s'agisse des jeunes, des animateur·ices, des directions, des bénévoles ou des salarié·es des fédérations.

Suite à la première rencontre à Pantin en octobre 2023, un séminaire a été organisé les 21 et 22 mars 2024, au Domaine des Hautannes à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, destiné aux fédérations du réseau, où étaient invités administrateur·ices et salarié·es. L'objectif du séminaire était de **construire un projet collectif et d'élaborer une feuille de route**. Ce séminaire, réunissant 36 participant·es, a marqué une nouvelle étape importante dans ce processus. Il a permis de formaliser l'ambition jeunesse du réseau et de réfléchir à une stratégie concrète pour la mettre en œuvre, en s'appuyant sur les travaux déjà réalisés.

Les 14 et 15 décembre 2024, le groupe de travail, composé de 23 participant·es (jeunes, animateur·ices, salarié·es et administrateur·ices), s'est retrouvé, un an après la rencontre de Pantin et suite au séminaire des fédérations, pour reprendre les travaux. Le groupe s'est fixé pour objectif la validation du texte « socle politique » et une priorisation parmi les cinq orientations, afin de permettre une mise en œuvre concrète d'ici trois ans.

Aujourd'hui, la création de trois espaces de travail a été actée dans le cadre de la priorité jeunesse, visant à :

1. Outiller et former les jeunes pour **faciliter leur engagement**, tant dans le réseau des centres sociaux que dans divers espaces de décision et de pouvoir ;
2. La mise en place d'un diagnostic et une recherche-action sur **la place des jeunes dans les espaces de participation** et de pouvoir des centres sociaux et fédérations ;
3. Déployer une campagne de communication pour **favoriser la place des jeunes dans les centres sociaux**.



© Pierre Leray



© Marta Nascimento

Une année d'engagement sur l'inclusion numérique

En 2024, la FCSF a renforcé son engagement pour l'inclusion numérique à travers plusieurs axes :

Sur le plan de la formation, l'année a été marquée par la finalisation de l'ingénierie de la formation « Culture Numérique », incluant un volet pour les structures souhaitant être labellisées Aidants Connects. Bien qu'elle n'ait pas encore trouvé son public en raison du manque d'inscrit·es, cette formation sera réajustée et proposée à nouveau en 2025. Nous avons conduit une recherche-action autour de la coalition "Dématérialiser sans déshumaniser", visant à identifier les obstacles à la dématérialisation des services publics et à en comprendre les impacts. Ce travail se poursuivra en 2025 avec un rapport et une journée d'échange prévue en juin.

Côté partenariat, la FCSF a participé à Numérique en Commun(s), aux côtés de plusieurs fédérations et a signé une convention avec l'ANCT pour accompagner les territoires sur les enjeux numériques. Elle a renforcé sa coopération avec La MedNum.

En matière de plaidoyer, nous avons été auditionnés par le Conseil Supérieur du numérique, contribuant à une prise de position commune sur l'impact des baisses de crédits, notamment celles concernant les conseillers numériques.

Pour soutenir cette dynamique, trois collègues du réseau ont été mis à disposition, et la coordination du projet a connu un changement de délégué.



« Discriminations & dominations : Agir au quotidien pour une société plus juste » : un colloque ressource

Le 11 octobre, une centaine de professionnel·les et bénévoles de centres sociaux et de fédérations de centres sociaux se sont réunies pour un colloque ressource sous le soleil d'Avignon. Cette journée a été animée par la sociologue Floréal Sotto, formatrice spécialisée sur les discriminations, et co-animée par la designeuse graphique Patricia Tonnellier, qui a illustré les contenus de la conférence à travers des schémas et des dessins.

Ce colloque avait pour objectif d'examiner le fonctionnement des discriminations et des rapports de domination, à l'aide de plusieurs outils très concrets. Il a également permis d'appréhender plusieurs notions juridiques (discrimination, harcèlement, agression), des concepts comme les biais cognitifs, les 8 grandes idéologies hiérarchisantes (sexisme, racisme, genrisme, hétérosexisme, validisme, religionisme, classisme, agisme) ou encore les micro-agressions. De nombreux apports qui ont permis de découvrir des outils pouvant être réutilisés dans les centres sociaux. Une journée riche, pleine de ressources et de leviers, qui ouvre le champ des possibles.



Illustration de Patricia Tonnellier

Un partenariat stratégique avec la CCMSA

Le webinaire du 8 novembre 2024, organisé par la CCMSA et la FCSF, a renforcé les liens entre la MSA et les fédérations de centres sociaux pour mieux agir ensemble sur les territoires ruraux. L'objectif ? Mieux comprendre les rôles de chacune, mettre en lumière la spécificité des structures d'animation de la vie sociale (AVS) et démontrer l'impact concret de cette collaboration. Rodolphe Dumoulin (CCMSA) et Denis Tricoire (FCSF) ont ouvert la rencontre en rappelant l'importance stratégique de ce partenariat pour l'action sociale en milieu rural. Les données SENACS ont confirmé le rôle essentiel des centres sociaux et des espaces de vie sociale dans des territoires souvent confrontés à des défis majeurs : mobilité, isolement, accès aux services.

Le partenariat CCMSA-MSA se structure autour d'objectifs clairs : soutenir les structures AVS, renforcer leur ancrage auprès des populations agricoles et favoriser une politique sociale territorialisée. Le volet financement a été détaillé, avec un focus sur le cofinancement entre la CCMSA et les caisses locales ainsi que l'expérimentation du soutien aux fédérations. Trois témoignages du réseau (Vaucluse, Ardèche, Cantal) ont illustré la richesse de cette coopération : conventions multipartites, actions communes pour répondre aux problématiques locales, animation conjointe des structures émergentes, rencontres inter-fédérations, stratégies de couverture des zones blanches, etc. Autant d'initiatives concrètes qui démontrent la force du travail collectif.

Ce webinaire a confirmé une conviction : c'est en conjuguant les expertises des fédérations et de la MSA que l'on renforce l'impact social sur les territoires ruraux. Une dynamique à poursuivre et amplifier !



En savoir + :

Visionner le replay (code secret : Tm@.2JX6)

Consulter les documents de présentation

Aller-vers : outiller, former, structurer

En 2024, la FCSF a donné suite au programme centres sociaux itinérants, qu'elle a porté et animé de 2021 à 2023, en s'inspirant des principaux enseignements du rapport d'évaluation produit par le cabinet Asdo qui avait suivi cette expérimentation. Ainsi, nous avons priorisé notre action pour outiller davantage le réseau des centres sociaux sur cette thématique, tout d'abord en travaillant à la production d'un cadre de référence reposant l'histoire, la définition et les philosophies

d'action des centres sociaux en matière d'aller-vers. La parution de ce document est prévue en mars 2025. Nous avons ensuite choisi de renforcer l'angle formation de notre réseau dans ce domaine, insuffisamment déployé aujourd'hui, pour permettre aux acteur·ices qui voudraient se lancer de le faire dans de bonnes conditions. L'échelle nationale nous est apparue comme pertinente pour développer de la formation de formateur·ices (en partageant des contenus de formation) et développer un réseau de personnes en capacité d'assurer des formations localement. Ce travail s'est effectué tout au long de l'année, avec pour point d'orgue, un séminaire de deux jours à Tours en présence d'une trentaine d'acteur·ices du réseau des centres sociaux (majoritairement de l'échelle fédérale).



© Lucile Barbery

Créer, structurer la mission vieillissement des centres sociaux

Le chantier national « vieillissement » est copiloté par la FCSF (en travail associé), des fédérations et unions. Face au choc démographique, son enjeu prioritaire porte sur la création et structuration d'une mission vieillissement reconnue et soutenue par les partenaires institutionnels. Ainsi l'année 2024 a été marquée par la signature et la mise œuvre avec la CNAV d'une convention 2024-2027 portant sur la création et l'animation de la mission vieillissement au sein des centres sociaux.

L'enjeu est de :

- répondre aux mutations de la société liées au vieillissement qui s'inscrivent dans le projet global du centre social, et non dans la seule définition d'un catalogue d'actions dédié aux seniors ;
- qualifier les acteurs salariés et bénévoles dans une approche sociale du vieillissement ;
- y associer les partenaires institutionnels (CNAF, CNSA, Caisses Complémentaires, Collectivités Locales, etc) et associatifs formant l'écosystème du vieillissement ;
- évaluer et suivre l'impact d'une telle mission transverse.

Par ailleurs un partenariat avec Malakoff Humanis a été initié sur les enjeux d'isolement social afin d'expérimenter l'hybridation entre le dispositif « réseau de confiance » et cette mission vieillissement. Enfin un réseau de formateur·ices vieillissement a été créé au sein du réseau fédéral afin d'accompagner sa structuration.

Une nouvelle dynamique pour la culture

L'année 2024 a été marquée par la relance de la commission nationale culture avec des fédérations déjà dynamiques ou souhaitant ré-impulser cette thématique : l'Ain, la Meuse, les Bouches-du-Rhône, la Bretagne, la Guadeloupe, le Grand Est mais aussi quatre membres du CA de la FCSF et un adhérent direct, de la Maison Pour Tous de Bavans (territoire de Belfort).

Dans la même temporalité, la charte Éducation populaire pour la culture d'engagement réciproque entre le Ministère de la Culture et onze fédérations nationales d'éducation populaire était remise à jour en mai 2024, notamment en ouvrant la voie à des représentations régionales de notre réseau et en créant de nouveaux postes FONJEP culture-éducation populaire.

En lien avec le CNAJEP, nous avons co-animé aux Rencontres Nationales de l'Éducation Populaire à Poitiers un atelier portant sur les enjeux pour nos réseaux : une redynamisation de notre représentation et des partenariats régionaux.



En savoir + :

[Article sur la signature de la charte d'engagement réciproque culture éducation populaire](#)





Lancement du rapport Paroles d'habitants et habitantes des quartiers populaires

Depuis 2011, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le Réseau national des centres de ressources Politique de la ville, publient tous les deux ans un rapport intitulé « Paroles d'habitants et habitantes des quartiers populaires ». Ils s'appuient sur la récolte de paroles d'habitants et habitantes des quartiers populaires, à travers des rencontres organisées dans des centres sociaux partout en France. Lancée en septembre 2024, cette 7^{ème} édition regroupe 28 territoires (centres sociaux et/ou EVS) – dont trois ultramarins – accompagnés étroitement par près d'une vingtaine de fédérations départementales et une dizaine de centres de ressources Politique de la ville. L'analyse des premières rencontres des collectifs d'habitants et habitantes à l'automne 2024 a permis d'identifier différentes thématiques communes. En mettant en perspective les propos recueillis sur ces sujets, on se rend compte que les situations de vulnérabilités vécues dans les quartiers viennent nourrir un sentiment d'insécurité plus ou moins fortement. Cette 7^{ème} édition viendra explorer cette dimension à plusieurs entrées, allant du diagnostic de l'insécurité en tant que tel, à l'image des quartiers, en passant par les pistes pour lutter contre ce sentiment et renforcer la cohésion et le lien social.



En savoir + :
Présentation du rapport et des éditions précédentes



Réseau jeunes 2024 : « Toutes et tous égaux face au bonheur ! »

La 13^{ème} édition du Réseau Jeunes s'est tenue, à l'Île de loisirs de Cergy-Pontoise du 27 au 31 octobre 2024 accueillant 150 jeunes et animateur·ices venant de 21 centres sociaux ou délégations départementales. Cette année, le rendez-vous a été organisé par des jeunes, animateur·trices et fédérations du Val-d'Oise, des Yvelines, de Gironde et des Bouches-du-Rhône, ainsi que l'Union régionale d'Île-de-France. Pour cette édition, les jeunes se sont intéressés à la vaste question du bonheur. Grâce à un programme mêlant temps d'interconnaissance, moments en petits groupes, restitutions et ressources, ce Réseau jeunes a été l'occasion de réfléchir et de proposer des solutions concrètes qui participeraient à rendre les gens plus heureux·ses. Avec pour point d'orgue, des propositions de lois à des élu·es et député·es.



En savoir + :
Article retour sur l'événement
Vidéo bilan
Tour d'horizon des Réseaux jeunes locaux

Parlement libre des jeunes : réalisation d'un manifeste

Dans le cadre de notre collaboration avec AequitaZ et les parlements Libres de jeunes, la FCSF et des jeunes adultes du réseau des centres sociaux ont pris part à la réalisation du manifeste « Il faut bien que jeunesse se fâche ». Toutes et tous concerné·es ou indigné·es par le problème des discriminations et de la précarité économique, ils et elles, en lien avec AequitaZ ont fait une analyse des problèmes majeurs rencontrés dans leurs vies, pour ensuite choisir des propositions qu'ils et elles veulent faire entendre et mettre en débat. Ce manifeste est avant tout un appel à mobiliser les jeunes en colère qui n'attendent pas que jeunesse se passe mais bien qu'elle se fâche, pour faire entendre leur désir de justice sociale !



En savoir + :
Le livret du manifeste

Développement du partenariat avec le monde de la recherche

Cette année, la FCSF a développé son partenariat avec l'équipe du GIS (groupement d'intérêt scientifique) « Démocratie et participation ». Après la publication en 2023 d'un numéro spécial de la revue Participations éditée par le GIS, un séminaire national « Le politique des centres sociaux » s'est déroulé le 5 avril 2024 dans les locaux de la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord, à Aubervilliers. Cela a été l'occasion de croiser les analyses de chercheur-es et les réalités vécues par notre réseau, sur deux thématiques en particulier : l'action des centres sociaux en matière de démocratie d'une part, et de lutte contre les discriminations d'autre part. Une rencontre qui a fait l'objet d'une captation et d'entretiens vidéo avec les intervenant-es.



En savoir + :
[Retour sur l'événement](#)

Rencontre autour des mobilités en milieu rural

La rencontre du 21 mai 2024 sur les mobilités en milieu rural a réuni divers acteurs du réseau ainsi que des partenaires de la Croix-Rouge, du Secours catholique, de l'AMRF et de la CCMSA.

L'objectif de cette rencontre était de discuter des défis liés à l'isolement et à la pénurie de transports dans ces territoires, en se nourrissant du riche rapport réalisé par le Secours Catholique et d'autres partenaires. Les échanges ont mis en lumière plusieurs problématiques majeures : la désertification des commerces et services, l'isolement social, le coût élevé des déplacements et le manque d'infrastructures collectives.

Ils ont également permis de partager des solutions innovantes et adaptées, développées directement sur les territoires.



En savoir + :
[Ressources : Territoires ruraux : En panne de mobilité](#)

Renouvellement de l'agrément Service Civique

L'agrément du dispositif a été renouvelé en 2024 pour trois ans. Environ 350 volontaires, âgé-es entre 16 et 25 ans, s'engagent chaque année dans les centres sociaux pour une mission de 24 heures par semaine.

Plusieurs thématiques et missions sont développées dans le réseau, telles que :

- Favoriser le lien social par l'accompagnement d'habitant-es dans la mise en place d'actions ou de projets solidaires et la contribution à la lutte contre l'isolement ;
- Mettre l'outil numérique au service de démarches participatives ;
- Contribuer à la mobilisation et à l'accompagnement de groupes de jeunes dans le montage d'activités ou de projets ;
- Favoriser le développement d'actions d'éducation à la santé et à l'environnement.

En 2024, toutes les missions de Service Civique disponibles dans l'agrément ont été utilisées, ce qui montre un fort intérêt pour le dispositif dans le réseau !

Nouveau chantier : L'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI)

L'Éducation aux médias et à l'information est un nouveau chantier pour la FCSF en lien avec la priorité nationale « Favoriser l'esprit critique et les débats ». Les centres sociaux travaillent au quotidien cette thématique, comme le montre le magazine C'est Possible 2024 sur des expériences variées du réseau. Des médias citoyens, des ateliers pour décrypter l'information ou créer des vidéos documentaires, se déclinent partout en France pour et avec tous les publics, des plus jeunes aux seniors ! Compte tenu du contexte démocratique actuel, nous avons lancé en milieu d'année un sondage pour comprendre les attentes et les besoins des centres pour aller encore plus loin. Il en est ressorti qu'une formation à l'EMI pour tous les types d'acteurs au local serait nécessaire, mise en place en 2025.

Les chiffres clés

Le partenariat entre l'ANCV et la FCSF dans le cadre du programme Aide aux Projets Vacances a permis à :



3

Pôle RÉSEAU

Accompagner, accueillir, animer, développer et qualifier !



L'année 2024 a vu le pôle réseau poursuivre sa structuration autour des missions développement, qualification des acteurs, appui au réseau, accueil des nouveaux adhérents et de la qualification de la mission ressources et ingénierie. Ce travail s'inscrit dans un contexte d'augmentation du nombre de structures sur le territoire ainsi que du nombre de centres sociaux et d'EVS souhaitant adhérer au réseau fédéral. À travers ce pôle et la mission développement de la FCSF, le réseau des centres sociaux continue de se déployer et poursuit son ancrage dans les territoires ultramarins avec le soutien d'une équipe dédiée à l'appui aux structures, au développement du fédéralisme et à l'accompagnement au quotidien du réseau local. La structuration du développement des territoires passe aussi par des temps de mise en réseau et d'inscription dans des dynamiques collectives.

Accompagnement et animation du réseau

Soutien aux fédérations et unions régionales

L'accompagnement des fédérations et unions régionales repose sur une action concertée au sein de la FCSF, en lien avec Patrice Menard et Martine Wadier, vice-président·es en charge du réseau. Cette mission mobilise également les délégué·es nationaux·ales qui assurent un soutien technique et stratégique. Progressivement renforcée au fil des années, cette fonction s'appuie sur des outils de coordination, des temps d'analyse partagés et un accompagnement sur le terrain. L'objectif est d'assurer une dynamique d'échange et de coopération efficace avec l'ensemble des fédérations et unions. En 2024, une attention particulière a été portée à la veille et à la mobilisation autour des difficultés rencontrées par les centres sociaux. Outre les prises de contact régulières et la participation aux Assemblées générales, l'accompagnement a concerné divers enjeux : recrutement de délégué·es, gestion des crises, renforcement des relations partenariales, développement de projets fédéraux, gestion des ressources humaines et formation des administrateur·ices. Par ailleurs, des rencontres régulières avec les référent·es CTN ont été organisées dans le cadre des dossiers relatifs aux fonds mutualisés.



Rencontre des assistant·es fédérales

Cet événement annuel, consacré aux assistant·es fédérales et aux professionnel·les des fonctions supports, constitue un moment privilégié d'échange et de formation. En 2024, une vingtaine de participant·es se sont réunies sur trois jours pour renforcer leurs compétences et partager leurs expériences. L'objectif était de leur fournir des outils adaptés aux mutations de leurs missions au sein des fédérations et unions. Ce rendez-vous a également permis de favoriser le travail collaboratif et de construire des feuilles de route opérationnelles en réponse aux besoins identifiés.

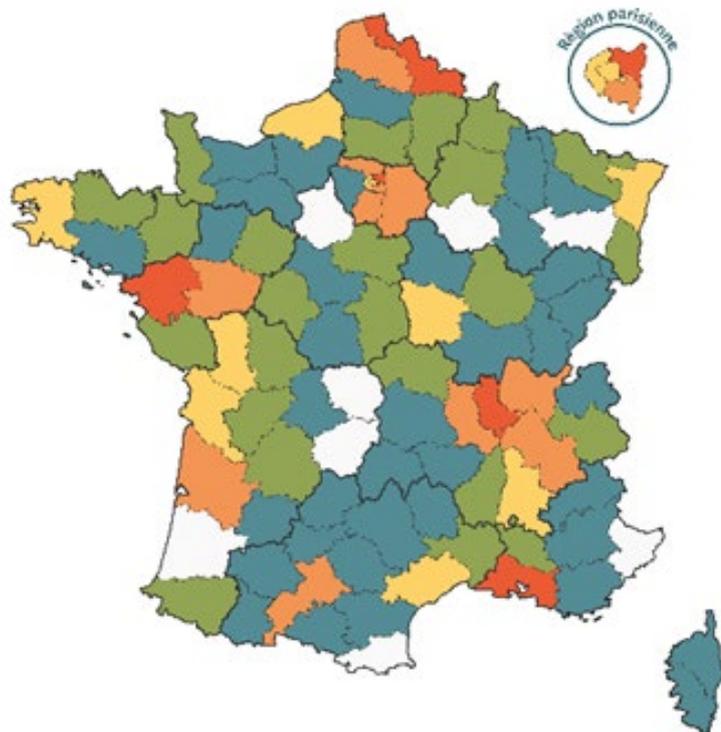
Séminaire des cadres Fédéraux 14 et 15 novembre à Châtenay-Malabry

Ce temps de rencontre entre cadres des fédérations et unions a cherché, dans un contexte délicat (situation des centres sociaux, situation politique instable, etc.) à renverser la tendance, en essayant collectivement, de construire une stratégie, d'identifier des leviers d'action, de rouvrir des possibles. Plusieurs sujets ont été travaillés : la révision des lettres circulaires de l'animation de la vie sociale, l'accompagnement par les fédérations des centres sociaux en crise, le rôle des centres sociaux dans la lutte contre les idées d'extrême droite ainsi que le projet de réseau.



NOMBRE DE STRUCTURES ADHÉRENTES À LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE PAR DÉPARTEMENT

FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE FRANCE



Janvier 2025 Données FCSF

- Pas de structure
- Moins de 10 structures
- De 10 à 19 structures
- De 20 à 29 structures
- De 30 à 39 structures
- 40 structures et plus



Développement du fédéralisme

Adhésion-reconnaissance

L'adhésion-reconnaissance, pilier de notre modèle fédéral, a été marquée en 2024 par une dynamique significative : 97 nouvelles structures ont rejoint le réseau (64 associatives et 33 municipales), tandis que 36 en sont sorties. Cela porte à 1 583 le nombre de projets sociaux reconnus, dont 105 bénéficient de l'agrément "Espace de Vie Sociale".

Nous accueillons chaleureusement ces nouvelles structures qui partagent les valeurs fondamentales du réseau : des projets portés politiquement par les habitant·es, une approche de développement social local et une dynamique de coopération entre bénévoles et salarié·es. La commission nationale « adhésion-reconnaissance », composée d'administrateur·ices nationaux·les et d'une partie du pôle réseau, a joué un rôle essentiel en 2024, avec quatre réunions organisées pour examiner et valider les nouvelles adhésions.

© Ibrahim Mcolo



Développement sur les territoires ultra-marins

Cette année, nous continuons à voir les résultats du travail d'accompagnement effectué par les chef-fes de projet de Guyane et Mayotte, les chargées de mission en Guadeloupe, Guyane et sur l'Île de la Réunion : un fédéralisme qui se structure de plus en plus, des acteurs des DROM qui construisent une dynamique de réseau ultramarine et l'accompagnement des structures qui se poursuit.

Sur le fédéralisme, notons d'abord la reconnaissance de la Fédération Pèi sur **l'île de la Réunion**.

Après quatre ans d'accompagnement, les administrateur-ices de ce territoire ont pu célébrer cette 48^{ème} fédération avec l'ensemble du réseau à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc et accueillir leur première salariée Audrey Audant en septembre. Les centres sociaux et espaces de vie sociale de **Mayotte** ont créé en fin d'année leur association qui préfigure la future fédération. Cette création s'est faite avec plus de 150 personnes, prouvant la volonté des acteurs locaux de faire réseau. Les stands des centres sociaux ainsi que la production d'un court-métrage sur la parole des habitant-es ont montré toute la dynamique à l'œuvre dans les jeunes centres sociaux. Même si le passage du cyclone Chido en cette fin d'année 2024 bouscule la montée en puissance de cette dynamique de réseau, nous travaillerons au côté des mahorais pour que celle-ci continue.

Après le Congrès de Lille, les acteurs ultramarins ont souhaité se mettre en réseau pour porter leur spécificité mais aussi prendre leur place dans les chantiers FCSF. L'année 2024 a permis pour la première fois que les cinq départements se rencontrent et échangent sur la réalité du développement de l'animation de la vie sociale sur leur département. Des projets communs ont commencé à émerger. La convention signée en 2024 avec la Délégation Générale des outre-mer va permettre d'accompagner ces processus et valoriser leur place dans le réseau, comme cela à commencer à se faire cette année avec la participation de la **Guyane et de l'île de la Réunion** dans le projet parole d'habitant-es, la présence de la **Guadeloupe** dans le groupe culture, de la **Martinique et l'Île de la Réunion** sur le chantier vieillissement.

Si le fédéralisme commence à se construire avec les territoires d'outre-mer, l'action d'accompagnement des centres sociaux et EVS en préfiguration et en cours d'agrément se poursuit : en Guyane, c'est treize centres sociaux et EVS, en **Martinique** 26 structures en préfiguration ou renouvellement qui ont pu être accompagné par la FCSF, à **Mayotte** 22 structures et en Guadeloupe onze structures. Collectivement, les structures des DROM ont pu participer à des temps de mise en réseau (groupe de pairs, séminaire d'une journée, etc), et de formations (81 bénévoles et salariées ont été formées : Fave en Guyane, parcours de formation pour des bénévoles en Martinique, formation socle au fonction d'un centre social à Mayotte).



Fonds mutualisé

Outil essentiel au développement du réseau, le Fonds Mutualisé, instauré par l'Assemblée générale de 1987, continue de jouer un rôle majeur en soutenant la création et l'évolution des fédérations. Il permet notamment d'accompagner des structures dans des phases critiques, de favoriser l'émergence de nouvelles dynamiques sur les « zones blanches » et de financer des études recherches-actions. L'instruction des demandes et la relation avec les fédérations sont assurées par le Comité Technique National (CTN), composé de délégués du réseau. Ce comité accompagne les structures dans le montage de leurs dossiers avant présentation aux instances de la FCSF. En 2024, plus de 30 projets ont été financés pour un montant global de 529 700 euros.



En savoir + :
Rapport Fonds Mutualisé 2024



Fonction ressources et ingénierie sur nos fondamentaux

Modèle socio-économiques des fédérations

L'année 2024 inscrit la formation sur les modèles socio-économiques (MSE) des fédérations comme formation socle après trois parcours de form'action depuis 2020, soit un total de 24 fédérations accompagnées. Après une année d'ingénierie en 2023, nous avons accompagné les centres sociaux municipaux sur une expérimentation MSE avec une attention particulière envers les outre-mer, expérimentation qui a été financée par les fonds mutualisés. Sur l'année 2024, avec Mathieu Candas (mise à disposition de la fédération du Nord-Pas-de-Calais) l'essai de la formation à destination des centres sociaux a débuté fin 2024.

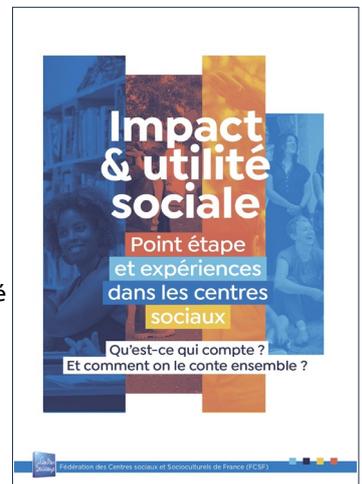
Avec cet essai, un des objectifs est également de former des futurs formateurs délégués départementaux. En 2024, trois essais se sont déroulés dans les deux Savoie, la Drôme et en FIGO et ont tous connu un vif succès. Les vade-mecum pour lesquels nous avons été accompagnés par l'ADASI sont en cours de finalisation et seront bientôt disponibles pour illustrer les MSE des centres sociaux et des fédérations qui ont participé aux différents parcours.

Enfin, la FCSF a représenté le réseau et a participé aux travaux portés par le FONJEP sur les modèles socio-économiques dont la conception du kit Jep'Ambition et l'expérimentation des typologies de Cose Comune, le laboratoire de recherche porté par Jean-Louis Laville.



Utilité sociale

Les enjeux de l'évaluation de l'utilité sociale ont largement traversé le réseau ces dernières années, avec un travail autour de la qualification de la valeur créée par les centres sociaux et de la nécessité du sens de l'action conduite. Le contexte actuel, marqué par l'engouement autour de l'impact social, nous a amené à finaliser en 2024 un point d'étape à travers un livrable avec l'appui de l'Union des Centres Sociaux des Bouches-du-Rhône.



La publication a été envoyée en septembre 2024 à toutes les fédérations. Il ouvre un ensemble de possibles et vise à servir de socle à nos réflexions à travers différentes expérimentations portées par une dizaine de fédérations investies dans ce champ, pour mesurer l'impact social de l'animation globale et des projets conduits par les centres. Parallèlement, la FCSF a participé au Copil sur la recherche-évaluation de l'Animation de la Vie Sociale avec le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques, à la diffusion des travaux de la DSER et a participé et contribué aux travaux co-portés avec la FONDA sur l'impact social et les chaînes de valeur.



Qualification des actrices et acteurs du réseau

Accompagner la montée en compétences des acteurs et actrices du réseau

La FCSF se mobilise pour accompagner la montée en compétence dans le réseau dans une logique pluridimensionnelle. Elle propose des formations pour les bénévoles et les salarié·es, dans des formats spécifique ou mixte pour renforcer le travail associé. Elle intervient auprès des fédérations et des unions locales mais aussi auprès des centres sociaux pour faciliter l'intégration dans notre réseau. Elle développe des actions sur mesure pour accompagner des expérimentations et programme des formations socles comme la formation « Repère pour animer un réseau fédéral » pour les délégué·es et chargé·es de mission fédérales ou la FAVE pour se former au développement du pouvoir d'agir. La FCSF travaille en lien et en complémentarité avec les douze autres Organismes de Formation (OF) du réseau fédéral pour proposer des formations partout en France y compris dans les zones blanches. L'équipe formation (Alexane Brochard puis Klervi Guiffes-Touret, Miguel Leite, Jean-Luc Grosbois) anime plusieurs groupes de travail sur la qualification : le Groupe interOF qui regroupe l'ensemble des OF du réseau fédéral, la Commission Interfédérale FOSFORA qui réunit quinze administrateurs et administratrices de fédérations et d'union locales et le Groupe Stratégique Qualification qui rassemble les deux groupes. C'est ce groupe qui participera au pilotage des deux priorités du volet fédéralisme du projet de réseau « Organisation apprenante » et « parcours des acteurs et actrices ».

Des ressources internes créées par les acteurs et actrices du réseau et cofinancé par FOSFORA

La ligne mutualisée FOSFORA permet d'accompagner le déploiement des ressources créées par des fédérations locales ou la FCSF pour accompagner la montée en compétences des acteurs et actrices du réseau.

Cette année, deux projets ont été accompagnés :

- **Le futur est à nous** : Ressource proposée par la fédération de Paris, démarche de prospective populaire et participative pour imaginer son territoire à l'horizon 2025. C'est une ressource utile notamment pour travailler le renouvellement du projet social.

Fiche ressource : [Le futur est à nous](#)

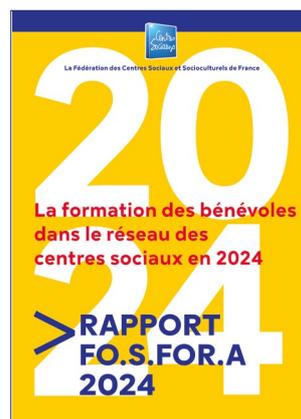
- **Communiquer avec les élu·es** : Formation proposée par le pôle influence de la FCSF. C'est une formation qui vise à renforcer le portage politique de notre réseau.

Fiche ressource :

Formation : [Communiquer avec les élu·es](#)



En savoir +
Rapport FOSFORA 2024



Former les acteurs du réseau

- AFNR - Formation « Adaptation pour les Nouveaux Responsables » de centre social** - Sous l'impulsion d'Anne Fleury-Raemy (Déléguée générale FCSF) et de Mathieu Candas (Délégué fédération Nord-Pas-de-Calais), plusieurs temps de travail se sont déroulés pour préparer et intégrer une journée de sensibilisation aux Modèles Socio-Economiques (MSE) dans la formation pour les directions. L'expérimentation sur cinq territoires (Nièvre, Moselle, Languedoc Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, FCSF) a commencé fin 2024 et va se poursuivre sur le premier semestre 2025. L'objectif est de pouvoir confirmer ce nouveau contenu à la rentrée de septembre 2025. La formation se déroule toujours sur neuf jours (trois modules de trois jours). Cette journée MSE comme celle sur la sensibilisation au développement du pouvoir d'agir des habitant·es est animée par des salarié·es du réseau.
- FAVE** - La FCSF a organisé une seule session de formation FAVE en 2024, en Guyane. Sur six journées en mars et mai 2024, 21 acteurs et actrices dont cinq bénévoles se sont formés au développement du pouvoir d'agir. La formation était animée par Amandine Marchand, bénévole du réseau guyanais des centres sociaux et par Guillaume Samson, chargé de mission de la fédération du Val-de-Marne.

Les chiffres clés 2024

82 jours de formation

(dont **20** à distance) déclinés lors

de **36 actions** organisées par la

FCSF regroupant **476 stagiaires**

dont **154 bénévoles** et

322 salarié·es

57% des intervenant·es sont

issu·es du réseau

Formation sur les enjeux politiques à destination des équipes fédérales



La formation « **Entre notre quotidien et notre projet politique, comment travailler le grand écart ?** » à destination des administrateur·ices et cadres fédéraux a eu lieu en amont de l'Assemblée générale 2024 à Saint-Brieuc les 6 et 7 juin 2024. Cette formation sur les enjeux politiques du réseau et la nécessité d'incarner le projet de réseau s'est déroulée sur deux demi-journées. Elle a réuni 132 personnes, 61 bénévoles et 71 salarié·es des fédérations et des unions.

Cette formation visait à explorer les enjeux politiques et sociaux du projet de réseau des centres sociaux, en questionnant leur modèle et leur organisation.

Elle s'est articulée autour de trois axes :

1. **Analyse du quotidien** : travail sur les ressentis et les moments marquants de l'année écoulée ;
2. **Apports extérieurs** : interventions d'expert·es sur des thématiques clés comme l'écologie, la lutte contre les discriminations, combattre les idées d'extrême droite, les libertés associatives, la démocratie participative et le pouvoir d'agir des habitant·es ;
3. **Ateliers de créativité** : élaboration de réponses à des dilemmes rencontrés par les structures du réseau pour mieux politiser le quotidien.

Quatre leviers d'action ont été identifiés :

- Renforcer le collectif au sein des fédérations ;
- Développer les liens entre fédérations et avec la FCSF ;
- Assumer un socle politique commun ;
- Construire des alliances avec d'autres réseaux.

mais. aussi



Développement en métropole

La FCSF continue le développement du fédéralisme sur les zones blanches en métropole, soit directement en Normandie soit en soutien avec les unions régionales : en Normandie, la FCSF continue d'accompagner la dynamique de construction d'une fédération avec les structures AVS de l'Eure en soutenant la gouvernance associative et la construction de leur projet fédéral. Dans la Manche, en concertation avec les douze adhérents directs du territoire et d'autres acteurs de l'AVS comme Familles Rurales, la FCSF a conventionné avec la Caf de la Manche pour animer le réseau des acteurs de l'AVS et accompagner la dynamique de création d'une fédération. Dans le Calvados, nous sommes au côté d'un collectif de centres sociaux et espaces de vie sociale afin de poser les bases d'une animation de réseau. Aux côtés des Unions régionales AURACS, de Bourgogne Franche-Comté, du Grand Est et de PACA, des fédérations de l'Allier, de la Meuse, nous poursuivons la construction de réponses pour une animation de réseau aux adhérents directs se trouvant dans les zones blanches dans ces régions en étant présent à des rencontres partenariales, en co-animant des temps de réseau, en apportant de la ressource méthodologique, etc.

SENACS

L'observatoire national SENACS a été très sollicité cette année, aussi bien en interne à la FCSF pour répondre aux financeurs nationaux que par le réseau, en tant qu'outil d'observation sur la situation des structures, de communication et de plaidoyer renforcé par le contexte socio-économique des structures. Après avoir été support à la recherche-évaluation de l'Animation de la Vie Sociale avec le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques, un partenariat est en cours avec l'Université de Strasbourg pour travailler sur les modèles socio-économiques des centres sociaux en France. Un COTECH est organisé tous les 2 mois, afin que l'observatoire reste en adéquation avec les actualités que rencontrent les structures et les fédérations. Ainsi, dans la poursuite de l'enquête flash pour objectiver la situation socio-économique des centres, il a été choisi en 2024 de poursuivre cette enquête dans le bloc thématique SENACS afin de mieux comprendre les situations d'un point de vue national et local.

Partenariats privés

La FCSF anime également un réseau de partenaires privés, notamment dans le cadre des accords-cadres nationaux. Sur l'année 2024, les webinaires « Rendez-vous avec les partenaires » ont repris une fois par mois pour présenter les accords-cadres et avantages pour les fédérations et les centres sociaux. Les liens se sont renforcés autour des actualités que vivent le réseau pour répondre au mieux aux besoins.

Depuis 2024, le partenariat avec le réseau Ethic Étapes s'est renforcé et une convention a été signée avec certains équipements qui proposent désormais des tarifs avantageux pour les structures (centres sociaux et fédérations).

Audit de renouvellement pour l'Organisme de Formation (OF) de la FCSF

En avril 2024, l'équipe formation de la FCSF a été audité avec succès pour renouveler son certificat de qualité pour trois ans. Comme les douze autres OF du réseau fédéral, la démarche QUALIOPI est intégrée dans notre fonctionnement. Le travail en Groupe InterOF permet de maintenir cette dynamique collective, de faire de la veille et des formations en commun.

Présentation de FOSFORA aux adhérents directs en PACA

Le 18 mars 2024, en lien avec Emmanuelle Feldmann, déléguée de l'union Régionale PACA, une visio avec sept adhérents directs s'est déroulée pour présenter la volonté, les principes et le dispositif interne permettant la formation des bénévoles.

Comme nous l'avons programmé dans les orientations de la Commission Interfédérale FOSFORA, ce temps avait pour ambition de mobiliser les centres adhérents directs à mettre en place des formations pour les bénévoles en s'appuyant sur FOSFORA.

4

Pôle RESSOURCES INTERNES

Piloter, structurer, faire vivre la FCSF



L'année 2024 a été riche et conséquente pour l'équipe du pôle ressources. Le fonctionnement interne a évolué avec des ajustements en ressources humaines. Les mouvements internes ont eu un impact sur la fonction employeur et le travail RH, mais également l'organisation des événements nationaux, les temps forts et les fonctions supports. La structuration du conseil d'administration et l'animation de la vie associative ont témoigné de l'engagement collectif pour faire vivre la gouvernance fédérale de manière participative et dynamique. Enfin, côté fonction employeur, les temps forts étaient la mise en œuvre de la nouvelle classification salariale ainsi qu'un dialogue toujours régulier et de qualité, au sein du CSE.



Vie associative et statutaire

Organisation de l'Assemblée générale 2024 à Saint-Brieuc

Pour construire le temps fort du réseau 2024, l'Assemblée générale précédée de deux jours de temps de qualification collective, les 7, 8 et 9 juin au Palais des Congrès et des expositions de la Baie de Saint-Brieuc, une équipe de salariées et bénévoles de la FCSF et de la Fédération des Centres sociaux de Bretagne ont travaillé conjointement dès la fin d'année 2023. Ce comité de pilotage s'est réuni trois fois en Bretagne, permettant à l'ensemble des co-organisatrices de l'Assemblée générale de prendre sa place et sa part dans l'organisation de l'évènement. L'enjeu de ce travail collaboratif pour nos deux équipes était de réussir à faire de cette Assemblée générale de la FCSF un temps fort pour le territoire briochin, de mise en valeur, de rencontre avec les acteurs locaux, etc. La FCSF s'est ainsi fortement appuyée sur l'énergie et l'expertise de l'équipe de la FCSB dans la mise en place de cet évènement et l'accueil de quelques 400 membres du réseau.



Des instances actives

L'ensemble des réunions des instances de la FCSF représente 31 rendez-vous sur l'année. Il s'agit respectivement de 18 réunions de bureaux qui ont lieu tous les quinze jours (par alternance en visio et en présentiel) et de 13 réunions de conseils d'administration. Notre vie associative est dense, de qualité et permet la pleine implication de tous et toutes. Elle a également été marquée par un séminaire de rentrée de l'équipe de délégation générale collégiale et du bureau, suivi quelques semaines après par un séminaire de rentrée de l'équipe salariée et du conseil d'administration élu à l'Assemblée générale. Des temps d'interconnaissance, de débats, de réflexions et de convivialité qui sont le ciment d'une cohésion et d'un travail associé de qualité tout au long de l'année.



Séminaire de rentrée équipe salariée et bénévole

Les 12, 13 et 14 septembre l'équipe salariée et les administrateur·ices se sont réunies pour un séminaire de rentrée autour du projet de réseau et du travail associé. Cette rencontre a permis à chacun·e de prendre le temps et de partager ses chantiers et projets afin d'en identifier les ambitions politiques et renforcer le travail associé, d'autant plus avec l'arrivée de nouveaux·elles administrateur·ices.

Une vie RH dense

En 2024, l'équipe salariée de la Fédération des centres sociaux de France a connu plusieurs évolutions, marquées par des départs, des prises de poste et des promotions internes. L'organisation s'est adaptée aux défis et aux besoins émergents du réseau. Ces évolutions témoignent d'une structuration dynamique, visant à renforcer l'accompagnement du réseau tout en assurant une continuité des missions. Un appui sur les ressources du réseau sous forme de mises à disposition de salarié·es et prestations constitue un réel vivier et levier d'intervention en lien avec les réalités du réseau. L'année 2024 est néanmoins marquée par le départ de trois délégué·es, dont deux délégué·es généraux·ales présent·es depuis la constitution de la délégation collégiale. L'équipe s'est également étoffée avec l'arrivée d'un chargé de mission administration générale et de l'embauche d'une agente d'entretien auparavant portée par une agence d'intérim.

Un CSE renouvelé

Le 16 janvier 2024 a marqué le renouvellement du CSE pour les quatre prochaines années. Maïa Cordier a été élue comme titulaire, Jérémy Louis comme suppléant, tous·tes deux sur liste syndicale ASSO-Solidaires. Catherine Ongyengueleck a été élue comme titulaire, Anouk Cohen comme suppléante. Une nouveauté donc : l'élection de candidat·es sur liste syndicale, et un CSE désormais au complet aux côtés de Patrick Meillier, vice-président en charge des ressources humaines et d'Éléonore Laroyenne, déléguée générale en charge des RH.

Le dialogue social a continué à être constructif, avec plusieurs sujets qui ont été mis au travail : l'évolution de la participation financière de l'employeur concernant la mutuelle et les tickets restaurant dématérialisés, la poursuite de la démarche DUERP, etc.

Cette année s'est également traduite par de nombreuses réunions et plusieurs temps forts (des assemblées du personnel avec les salarié·es, une journée d'équipe et des chèques cadeaux, etc).



Les chiffres clés

30 salarié·es,

32 administrateur·ices

27 cadres, **3** non cadres

2 salarié·es sur les outre-mer

98% des salarié·es en CDI

20 femmes, **10** hommes

4 arrivées, **3** départs,

1 congé maternité

Âge moyen de l'équipe = **40** ans

9 formations de salarié·es

Composition du conseil d'administration

(Élus lors de l'Assemblée générale des 08 et 09 juin à Saint-Briec)



Collège des associations et structures représentatives des usager-ères

- **Patrick Besson**
Fédération des centres sociaux de l'Ardèche
- **Annie Cellierier**
Fédération des Centres Sociaux des Deux Sèvres
- **Stéphane Coudret**
Fédération des Centres Sociaux de Charente
- **Philippe Deregnacourt**
FIGO
- **Roseline Gaillou**
Association Oyack Mayouri - Guyane
- **Danielle Galus**
Union des centres sociaux et socioculturels des Bouches-du-Rhône
- **Claude Gassmann**
Fédération des Centres Sociaux du Bas-Rhin
- **Véronique Gréard**
Fédération des Centres Sociaux du Languedoc-Roussillon
- **Patrick Meillier**
Fédération des Centres Sociaux du Languedoc-Roussillon
- **Patrice Menard**
Fédération des Centres Sociaux des Pays Picards
- **Tarik Touahria**
Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris

- **Madeleine Viaud**
Fédération des Centres Sociaux de Charente-Maritime
- **Marie-Pierre Wittek**
Fédération des Centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais
- **Isabelle Zeller**
Fédération des Centres Sociaux Centre-Val de Loire

Collège des professionnel-les

- **Mourad Chalal**
Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis
- **Mamadou Diallo**
Fédération des Centres Sociaux du Val-d'Oise
- **Vincent Divoux**
Fédération des Centres Sociaux de la Vienne
- **Ursula Skrzypczak**
Fédération des Centres Sociaux du Nord-Pas-de-Calais
- **Jean-Philippe Vanzeveren**
Centre Social de L'arbrisseau, Lille, Trésorier - Membre du Bureau
- **Ludovic Vignacourt**
Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis

Collège des des Institutions

- **Joé Bedier**
Centre Communal d'Action Sociale de Saint - André - Ile de la Réunion

Membres de Droit

- **Ahmed Hamadi** - CNAF, Titulaire
- **Pascal Leblond** - CNAF, Titulaire
- **Jean-Yves Delannoy** - CNAF, Suppléant
- **Dolorès Dambrin** - CNAF, Suppléante
- **Eric Desroziers**
CNAF
- **Isabelle Ouedraogo**
CCMSA, Titulaire
- **Myriam Bouzeriba**
CNAF, Consultative

Membres Associé-es

- **Daniel Bacles**
Union Régionale Nouvelle-Aquitaine
- **Denis Brun**
Union Régionale des Fédérations des Centres Sociaux & socioculturels de PACA
- **Pauline Mac Eachran**
Union Francilienne des Fédérations des centres sociaux et Socioculturels

Membre Coptée au collège des institutions

- **Anne Ambrois**
Maire déléguée de La Glacerie - Cherbourg-en-Cotentin (50)

L'équipe salariée en 2024



Pôle partenariats influence - communication

- **Denis Tricoire**
Délégué général, directeur du pôle partenariats, communication, influence - coordinateur de la délégation collégiale au 1^{er} novembre 2024
- **Anouk Cohen**
Cheffe de projet communication réseau
- **Maïa Cordier**
Cheffe de projet influence, relations presse, numérique
- **Madeline Durand**
Chargée de mission communication

Pôle projets

- **Isabelle Foucher**
Déléguée générale, directrice du pôle projets (départ au 30 septembre 2024)
- **Juliette Demoulin**
Directrice adjointe du pôle projets, déléguée nationale - territoires - droits aux vacances - jeunesse - directrice du pôle projets au 1^{er} novembre 2024
- **Sophie Michelena**
Déléguée nationale pôle projets - international - culture- EMI, au 1^{er} janvier 2024
- **Leslie Fefeu**
Chargée de mission TESC, projet fédéral et rapport paroles d'habitant·es, passage cheffe de projet au 1^{er} décembre 2024
- **Roman Orinowski**
Chef de projet Jeunesse
- **Jérémy Louis**
Chargé de mission projet fédéral, Congrès, rapport paroles d'habitant·es

- **Magali Chastagner**
Déléguée nationale famille, enfance, co-éducation, vieillissement, numérique (départ le 31 décembre 2024)
- **Mélanie Rousset**
Déléguée nationale pôle projet en poste depuis le 1^{er} mai 2024
- **Nicolas Cailleau**
Chargé de mission droits aux vacances et service civique / coordinateur de l'administration générale

Pôle réseau

- **Hugo Barthalay**
Délégué général, coordinateur de la délégation générale collégiale, directeur du pôle réseau (départ le 31 octobre 2024)
- **Ayate Hebbali**
Déléguée coordinatrice réseau (relation adhérents, adhésion-reconnaissance, fonds mutualisé - CTN, mémoire et histoire) au 1^{er} janvier 2024
- **Yann Even**
Délégué national - directeur du développement au 1^{er} janvier 2024
- **Jean Luc Grobois**
Délégué national - qualification des acteurs
- **Anne Fleury-Raemy**
Déléguée nationale - coordinatrice ressources et ingénierie - passage directrice du pôle ressources et vie interne au 1^{er} décembre 2024
- **Alexane Brochard**
Cheffe de projet organisation et qualité de la formation en congés maternité depuis le 4 septembre 2024

- **Klervi Guiffes Touret**
Chargée de mission formation à compter du 28 août 2024 - en remplacement congés maternité d'Alexane Brochard
- **Isabelle Marez**
Chargée de mission Guyane
- **Mohamadi Djoumoi**
Chef de projet développement Mayotte en poste depuis le 15 janvier 2024

Pôle ressources et vie interne

- **Eleonore Laroyenne**
Déléguée générale - directrice du pôle ressources et vie interne - passage directrice pôle réseau au 1^{er} décembre 2024
- **Dalila Belabbas**
Responsable du pôle gestion
- **Miguel Leite**
Coordinateur ressources humaines et qualification des acteurs
- **Loïs Gnamba**
Comptable
- **Léo Henriot**
Chargé de mission administration générale en poste depuis le 8 janvier 2024
- **Nicolas Cailleau**
Coordinateur de l'administration générale
- **Nathalie Barraud**
Assistante de direction, suivi des instances, administration, PAO
- **Catherine Ongyengueleck**
Assistante fédérale, accueil, événementiel
- **Nirmala Devalegama**
Agente d'entretien en poste depuis le 1^{er} mai 2024

La FCSF s'appuie également sur des personnes de notre réseau pour l'animation de missions sous la forme de mises à dispositions ou de contrats de prestations :

Pôle projets

Sous forme de mises à disposition d'une part de leur temps fédéral :

- **Luc Roussel, Maxime Bee**, chantier national Vieillesse
- **Salim Dhab, Laura Herail, Yvan Godreau**, chantier national Numérique
- **Pauline Bource, Lindsay Drain, Florence Durieux**, Réseau Jeunes
- **Cécile Martineau, Emilie Chouteau, Jean Davoust, Suzanne Le Parc**, chantier Aller-vers,
- **10 salarié·es fédéraux·les** sont par ailleurs référent·es territoriaux du dispositif Aides aux Projets Vacances
- **Cinq salarié·es fédéraux·les** sont par ailleurs référents du service civique

Pôle réseau

Sous forme de mise à disposition :

- **Mathieu Candas** – chantier modèles socio-économiques
- **Guillaume Samson**, qualification
- **Thierry Coulomb**, comité de Filière Animation,
- **Chrystèle Maillot, Zohra Hamou Lhadj Florence Mielle, Valérie Comblez, Pierrick Toussaint, Aurélie Mandaron, Joseph Richard Cochet, Anne Rochard, Serge Chalony** - Comité Technique National

Sous forme de prestation :

- **Corinne Morelli** – chargée de mission Ile de la Réunion et Normandie
- **Joaquim Carvalho** – chargé de mission Mayotte
- **Amandine Corby** – chargée de mission Martinique

mais aussi

Des chantiers internes :

Comptabilité analytique et dématérialisation

Le lancement du projet de réseau a aussi ses répercussions en interne.

En effet, nous travaillerons au sein du pôle gestion sur une révision de notre comptabilité analytique, pour disposer d'un outil de suivi comptable adapté à de nouvelles modalités de travail pour 2025.

Cette année sera également l'occasion de poursuivre le processus de numérisation des données dans le cadre des enjeux de dématérialisation des données administratives.

Nouvelle classification

La nouvelle classification de la Branche a ses impacts en interne. Après une première année de mise en place de l'avenant 10-22 de la Convention Collective Nationale Alisfa, le pôle Richesses Humaines s'est concentré autour des premières évaluations annuelles dans le cadre de la nouvelle classification. Un chantier 2025 se poursuivra autour des compétences.





La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France

avec le soutien de :



Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement



Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

